

SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES
RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Aux Actionnaires de la
SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES
55, Bd Abdelmoumen
Casablanca

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 10.987.388 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 972.866.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Société Générale Marocaine de Banques au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International (SA)
47, Rue Al Fati Ben Abdellah - Casa
Tél.: 0522 54 48 00 - Fax : 0522 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT


Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78

Fawzi BRITEL
Associé

Périmètre de consolidation
au 31/12/2017

Dénomination	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	BANCAIRE	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION	48,04%	48,04%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	INTÉRMÉDIATION EN BOURSE	99,99%	99,99%	IG
SOGECAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	LEASING	99,99%	99,99%	IG
SOCIETE GENERALE TANGER OFF SHORE	BANCAIRE	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	99,99%	99,99%	IG
ATHENA COURTAGE	COURTAGE D'ASSURANCE	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE	99,99%	99,99%	IG
SOGCONTACT	CENTRE D'APPEL	99,83%	99,83%	IG
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCES	25,82%	25,82%	MEE
CREDIT EQDOM	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	18,77%	20,26%	MEE
ALD AUTOMOTIVE	LOCATION LONGUE DURÉE	15,00%	15,00%	MEE

IG : Intégration globale MEE : Mise en équivalence

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les établissements de crédit doivent établir et publier leurs états financiers consolidés en normes comptables internationales à partir du 1er janvier 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux meilleurs standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Les nouvelles normes comptables internationales ont donc été appliquées par le groupe Société Générale Marocaine de Banques à compter du 1er janvier 2008.

1. CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (contrôle exclusif ou conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément au cadre conceptuel des IFRS.

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers.

L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

Filiales intégrées globalement : Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droits de vote > 40% ;
- total bilan > 0.1% de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

Filiales mises en équivalence : Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- droit de vote compris entre 15% et 40% ;
- part dans la situation nette > 0.5% des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- total bilan > 0.1% de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque. Il en découle que si la dépense présente des difficultés quant à sa localisation suite à l'inventaire physique, il faut la passer en charge.

Évaluation initiale :

Le coût d'acquisition du bien comporte :

Le prix d'achat,

- + Les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables,
- les réductions commerciales obtenues et des taxes légalement récupérables,
- + Les frais de transports,
- + Les frais de transit,
- + Les frais de réception,
- + Les frais d'assurance ...
- + Les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question.

Sont à exclure du coût d'acquisition :

- Les droits de mutation,
- Les honoraires et commissions,
- Les frais d'actes.

Évaluation postérieure :

Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

Modèle de réévaluation :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel doit être réévalué régulièrement à sa juste valeur diminuée du cumul des amortissements et pertes de valeur ultérieurs, à condition que sa juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement :

Approches par composants : chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

Base amortissable : coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

Valeur résiduelle : le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Durée d'amortissement (durée d'utilité) : c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitation.

Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation. Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (Terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

A partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel suite à l'inventaire physique des immobilisations SGMA, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- distinction entre part terrain et construction.
- calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles. Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement.

Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- la recherche : les dépenses sont passées en charge.
- le développement : les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
 - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
 - sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
 - la disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement
 - la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

Évaluation postérieure :

Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieurs. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- les réévaluations régulières
- tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif

Amortissement :

Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les charges à répartir sont retraitées en contrepartie des capitaux propres.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux phases:

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

5. CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Classification des contrats de location :

Contrat de location-financement :

Un contrat de location financement est un contrat ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Contrat de location simple :

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La classification d'un contrat est étroitement liée au degré de transfert des risques et des avantages au preneur, et exige en ce sens une analyse en substance des contrats par opposition au formalisme juridique qui prévaut en normes locales.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location-financement :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location.
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut-être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée.
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété.
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.
- les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

Comptabilisation :

Location financement :

Comptabilisation chez le bailleur

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location-financement.

Comptabilisation chez le preneur :

Le preneur doit comptabiliser les contrats de location-financement à l'actif et au passif de son bilan pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, déterminées chacune au commencement du contrat.

Location simple :

Les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être présentés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif.

Compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisés en produit de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué.

L'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires.

Options retenues :

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Sogélease et Eqdom.

Le taux de non levée de l'option d'achat est quasi nul.

Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

6. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**Prêt et créances :**

Les prêts et créances sont définis comme étant des non dérivés à paiements fixes ou déterminables et non cotés sur un marché actif.

Les obligations non cotés sur un marché actif sont classées en prêt et créances.

Exceptions : Les prêts émis ou achetés :

- avec l'intention d'être vendus immédiatement ou à court terme sont à classer en actifs détenus à des fins de transaction.
- désignés à l'origine comme étant à la juste valeur par résultat.
- désignés à l'origine comme étant disponibles à la vente.

Taux d'intérêts effectif (TIE) : C'est le taux qui égalise les cash flows futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt.

Dépôts :

Les dépôts sont traités en IFRS de façon symétrique aux crédits.

Les problématiques rencontrées sont donc similaires :

Evaluation initiale :

Si le dépôt est rémunéré à des conditions hors marché, il devra faire l'objet d'une décote.

Evaluation ultérieure :

Les coûts et les commissions directement associés à la mise en place du dépôt doivent être étalés via le taux d'intérêt effectif du dépôt.

Crédits restructurés :

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque.

Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

L'abandon d'intérêt est comptabilisé exhaustivement au moment de la renégociation et la rémunération contractuelle initiale est conservée tout au long de la vie du crédit.

Options retenues :**Prêts et créances :**

L'application du coût amorti aux crédits à plus d'un an, est considérée comme non significative.

Dépôts :

Les dépôts sont maintenus à leur valeur comptable. Aucune décote n'est nécessaire compte tenu des caractéristiques des opérations réalisées par le groupe Société Générale marocaine.

Crédit restructuré :

Pour le chiffrage de l'impact, les dossiers retenus observent un seuil de 1,5 MMAD.

La décote est calculée sur les crédits restructurés pour des raisons de difficultés financières tels que défini dans la norme. Elle est calculée au jour de la restructuration par différence entre la valeur nette comptable du prêt restructuré et la somme des cash flows futurs attendus du nouveau prêt restructuré, actualisé au taux d'origine du prêt.

La décote est jugée non significative.

7. TITRES

Quatre catégories de titres existent :

Titres à la juste valeur par résultat :**Titres de trading :**

Ce sont des actifs financiers acquis dans le but principal de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme de leur prix ou des marges d'un arbitragiste.

Tout actif financier dont le rythme de transaction est fréquent doit faire partie du portefeuille de transaction. Le transfert hors la catégorie trading n'est pas autorisé.

Mode comptabilisation :

Evaluation à la juste valeur par contrepartie du compte résultat

Titres option juste valeur :

Il est possible de désigner initialement et irrévocablement tout instrument financier (actif ou passif) dans la catégorie « trading », quelle que soit sa nature et l'intention de gestion initiale.

Mode comptabilisation :

Evaluation à la juste valeur par contrepartie du compte résultat.

Dépréciation :

Un actif comptable est déprécié s'il est probable que sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée :

- appréciation au minimum annuelle de l'existence d'un indicateur objectif,
- dépréciation inscrite en compte de résultat,
- dépréciation peut être statistique mais ne peut être générale.

A la fin de chaque période l'entreprise doit statuer sur la présence d'indications objectives de dépréciation de ses actifs financiers.

Pour cette catégorie de titre (titres de transaction), il n'y a pas de dépréciation à constater.

Titres détenus jusqu'à l'échéance (HTM) :

Ce sont des actifs à échéance fixée et à paiements fixés ou déterminables, que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance.

Les placements ne peuvent être classés comme HTM si :

- ils sont destinés à être détenus pour une période indéfinie, sauf si le versement des intérêts est prévu pour une période définie.
- Ils sont susceptibles d'être vendus en raison des évolutions des conditions du marché, des besoins de liquidité...
- L'émetteur a le droit de régler à un montant nettement inférieur à la valeur comptable.
- Il existe une ou des clauses pouvant remettre en cause la détention jusqu'à la maturité.

Les actions sont exclues de cette catégorie.

L'intention et la capacité doivent être évaluées à chaque clôture d'exercice :

- interdiction de couvrir les titres HTM contre le risque de taux.
- L'entité doit disposer des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à l'échéance.

Si une entité du groupe Société Générale Marocaine de Banques vend à l'extérieur (ou reclassifie) un montant non négligeable de HTM, le groupe doit reclasser l'intégralité des titres détenus jusqu'à l'échéance et ne peut plus classer ses actifs financiers dans cette catégorie pendant 2 ans (règle du tainting).

Mode de comptabilisation :

Evaluation au coût amorti sur la base du taux effectif initial, qui inclut les frais d'acquisition et les éventuelles surcotes/décotes.

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession ainsi que les moins values de cession, sont enregistrées en « coût du risque ».

Les plus values de cession sont enregistrées en « gains ou pertes ».

Dépréciation :

Dépréciation de façon à prendre en compte les seuls flux jugés recouvrables. C'est l'écart entre la valeur au bilan et la valeur actualisée, au taux effectif initial, des flux futurs probables.

Titres disponible à la vente (AFS) :

Ce sont des actifs financiers autres que :

- les actifs de trading.
- les HTM.
- les prêts et créances émis par l'entreprise.

Mode de comptabilisation :

Evaluation à la juste valeur à moins qu'elle ne puisse être évaluée de manière fiable.

La différence entre le coût et la juste valeur est comptabilisée séparément en capitaux propres jusqu'à ce qu'ils soient vendus.

La valorisation en juste valeur des titres de ce portefeuille est répartie entre les lignes suivantes du compte résultat :

- produit d'intérêts : pour le montant correspondant au coût amorti de la période.
- Résultat net sur actifs disponibles à la vente : pour le montant correspondant aux dividendes, aux dépréciations durables sur titres à revenu variable, aux résultats de cession.
- Coût du risque pour les dépréciations durables (titres à revenus fixes et variables) et réappréciation sur titres à revenu fixe.
- Et la ligne de capitaux propres « variation de valeur sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au complément de juste valeur.

Dépréciation :

Provisionnement pour la partie négative constatée en fonds propres.

Prêts et créances :

Ce sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché non actif autres que ceux que l'entité décide de classer en catégorie juste valeur par résultat ou AFS.

Les actifs financiers pour lesquels le détenteur peut ne pas recouvrer l'intégralité de son investissement initial pour une raison autre que la détérioration du risque crédit ne peuvent pas être enregistrés dans cette catégorie (exclusion des parts OPCVM).

Mode de comptabilisation :

Evaluation au coût amorti sur la base du taux effectif initial, qui inclut les frais d'acquisition et les éventuelles surcotes/décotes.

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession ainsi que les moins values de cession, sont enregistrées en « coût du risque ».

Les plus values de cession sont enregistrées en « gains ou pertes ».

Dépréciation :

Dépréciation de façon à prendre en compte les seuls flux jugés recouvrables. C'est l'écart entre la valeur au bilan et la valeur actualisée, au taux effectif initial, des flux futurs probables.

Options retenues :

Divers options sont retenues par le groupe Société Générale Marocaine de Banques :

- Valorisation des bons de trésor selon la courbe du marché secondaire.
- Détermination de la valeur des titres non cotés sur la base de la situation nette des entités concernées.
- La valeur retenue pour la valorisation des titres cotés est le cours boursier.
- Etalement actuariel des surcotes et décotes
- Calcul des dépréciations durables dans le cas où une baisse durable et significative est constatée (baisse de 30% de la moyenne mobile des cours sur 12 mois par rapport au prix de revient). Toutefois, si la baisse n'est pas continue sur les 12 mois, une appréciation qualitative est effectuée au cas par cas

8. PROVISIONS :**8.1 Provisions pour risques et charges :**

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

8.2 Provisions sur créances :

8.2.1 Provisions individuelles :

Doivent faire l'objet d'une provision toutes les créances présentant, individuellement ou collectivement, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation (risque avéré).

Les indications d'une dépréciation liée à l'existence d'un risque de crédit suivantes sont proposées par la norme :

- Difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur.
- Une rupture du contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal.
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances.
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur.
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, suite à des difficultés financières ou,
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe.

Perte de valeur :

L'impairment se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, d'autre part la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

Options retenues :

Les provisions sont constituées sur des créances ayant connu un indice objectif de dépréciation sur la base de leur valeur recouvrable estimée, actualisée au taux d'origine des crédits.

Les critères d'identification des créances en souffrance adoptés par Bank Al-Maghrib sont maintenus.

Les provisions concernant les créances en souffrance présentant des montants significatifs sont estimées individuellement par l'entité de recouvrement :

- Clients compromis ayant un risque net > 2,5 MMAD.
- Clients compromis ayant une provision > 5 MMAD.

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques a développé des modèles statistiques sur la base des historiques de recouvrement et des garanties et sûretés détenues pour le calcul des provisions pour les créances en souffrance non significatives.

8.2.2 Provisions collectives :

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation. Les actifs soumis à un test de dépréciation individuel et pour lesquels une perte de valeur est comptabilisée ou continue de l'être ne sont pas inclus dans un test de dépréciation collectif.

La norme ne distingue pas deux méthodologies différentes pour l'évaluation des provisions sur encours « impaired » individuellement ou collectivement. Le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable du ou des actifs sur leur valeur recouvrable.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque d'un groupe de créances, et ayant une incidence mesurable sur les flux de trésorerie attendus du groupe constitué.

Options retenues :

La base de dépréciation du portefeuille des prêts et créances concerne les créances sensibles (selon les cotations internes à la banque).

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques a développé des modèles statistiques pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances sensibles en créances en souffrance.

8.3 IFRIC 21 « Taxes » :

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1er janvier 2016.

9. GOODWILL

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément.

Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif.

Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

L'amortissement du goodwill laisse la place en IFRS à un test de dépréciation, au minimum annuel.

Options retenues :

L'amortissement des goodwill est abandonné et des tests de dépréciation réguliers sont effectués.

Pour le traitement du Goodwill, la valeur nette comptable retenue est celle arrêtée au 31/12/06.

10. AVANTAGES AU PERSONNEL

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées.
- indemnités de fin de contrat de travail.

Régimes à cotisations définies :

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs.

La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

Régimes à prestations définies :

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.
- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.
- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

Options retenues :

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

11. DÉRIVÉS

Change à terme

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Toutes les opérations de change à terme sont suivies en valeur de marché.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture.

L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

12. IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat social et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat IAS.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

ACTIF CONSOLIDE AUX NORMES IAS/IFRS AU 31/12/2017

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2017	31/12/2016
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	4 453 638	4 975 238
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	49 747	27 056
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	4 946 809	5 885 972
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 318 602	2 716 022
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	70 258 692	66 745 873
ECART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERT EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLES	525 782	487 307
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	1 186 820	1 052 220
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	538 058	371 715
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	475 799	475 505
IMMEUBLE DE PLACEMENT		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 737 203	1 711 094
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	363 388	341 955
ECART D'ACQUISITION	61 248	61 248
TOTAL ACTIF	88 915 787	84 851 205

PASSIF CONSOLIDE AUX NORMES IAS/IFRS AU 31/12/2017

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2017	31/12/2016
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SCP	-	-
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	4 730	2 625
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 189 162	4 301 502
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	62 142 708	59 068 604
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	4 659 747	4 902 248
PASSIFS D'IMPÔT EXIGIBLES	1 293 314	840 943
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	278 875	297 078
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 273 861	1 149 598
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE	-	-
PROVISIONS	693 660	646 009
DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	3 392 342	3 387 381
CAPITAUX PROPRES	10 987 388	10 255 217
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	10 879 681	10 141 682
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	8 737 321	8 206 801
RÉSERVES CONSOLIDÉES	1 106 130	1 018 731
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	65 407	67 025
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	970 823	849 126
INTÉRÊTS MINORITAIRES	107 708	113 535
TOTAL PASSIF	88 915 787	84 851 205

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AUX NORMES IAS/IFRS AU 31/12/2017

En milliers de DH

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2017	31/12/2016
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	4 014 390	4 142 546
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS	- 909 055	- 1 041 073
MARGE D'INTÉRÊT	3 105 335	3 101 473
+ COMMISSIONS (PRODUITS)	1 127 098	994 983
- COMMISSIONS (CHARGES)	- 193 697	- 135 526
MARGE SUR COMMISSIONS	933 401	859 458
GAINS OU PERTES NETS SUR IF À LA JV PAR RÉSULTAT	16 709	- 5 602
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FIN DISPO À LA VENTE	45 866	59 827
PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS	33 685	28 231
CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	- 38 628	- 29 435
PRODUIT NET BANCAIRE	4 096 369	4 013 952
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	- 1 878 391	- 1 763 161
DOT. AUX AMORT. ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMO INCO, CORP	- 180 679	- 160 218
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 037 299	2 090 573
COÛT DU RISQUE	- 600 437	- 867 405
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 436 861	1 223 168
+/- QUOTE PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	49 055	52 232
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	30 355	18 945
+/- VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 516 272	1 294 345
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES/IMPÔTS DIFFÉRÉS	- 543 406	- 438 069
RÉSULTAT NET	972 866	856 276
INTÉRÊTS MINORITAIRES	- 2 043	- 7 150
RESULTAT NET PART DU GROUPE	970 823	849 126

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2017

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat avant impôt	1 516 272	1 294 345
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	179 033	159 518
+/- dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition, et des autres immobilisations	-	-
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	- 2 366	- 5 463
+/- dotations nettes aux provisions	560 231	484 623
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	- 49 055	- 52 232
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	- 2 447	- 42 310
+/- perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- autres mouvements	- 30 091	10 236
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	655 305	554 373
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	- 2 466 172	2 813 435
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	- 1 242 648	36 723
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	699 198	- 1 375 936
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	500 498	126 708
-Impôts versés	- 695 820	- 416 971
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	- 3 204 945	1 183 959
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	- 1 033 368	3 032 676
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	35 463	30 318
+/- flux liés aux immeubles de placement		
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 223 976	- 174 768
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	- 188 513	- 144 450
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 213 748	- 133 755
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	4 961	- 2 976
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	- 208 787	- 136 731
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	- 17 855	7 544
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	- 1 448 524	2 759 038

Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 972 199	3 213 162
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	4 975 238	2 542 540
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	996 961	670 622
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4 523 675	5 972 199
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	4 453 638	4 975 238
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	70 037	996 961
Variation de la trésorerie nette	- 1 448 524	2 759 037

Evolution du capital et des résultats par action

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
Capital appelé	2 050 000	2 050 000	2 050 000
Nombres d'actions	20 500	20 500	20 500
Résultat part du groupe	692 649	849 126	970 823
Résultat par action (KMAD)	34	41	47

En milliers de DH

Tableau de variation des capitaux propres	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture : 2016.décembre	2 050 000	6 156 801	1 867 856	67 025	10 141 662	113 535	10 255 217
Opération sur capital	-	300 520	300 520	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	205 000	-	205 884	7 888	213 772
Résultat de l'exercice	-	-	970 823	-	970 823	2 043	972 866
Immobilisations corporelles et incorporelles : Révaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)	-	-	-	1 618	1 618	74	1 544
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	1 618	1 618	74	1 544
Divers opérations sur capitaux propres	-	230 000	247 856	-	17 063	57	17 120
Variation de périmètre	-	-	8 351	-	8 351	-	8 351
Capitaux propres clôture : 2017.décembre	2 050 000	6 687 321	2 076 953	65 407	10 879 680	107 707	10 987 388

Marque d'intérêts

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
Opérations avec la clientèle	3 802 548	620 332	3 182 216	3 917 046	707 079	3 209 967
Comptes et prêts/emprunts	3 419 311	606 527	2 812 784	3 524 365	685 254	2 839 111
Opérations de pensions	95	794	- 699	170	9 244	- 9 074
Opérations de location-financement	383 142	13 011	370 131	392 511	12 581	379 930
Opérations interbancaires	211 842	288 723	- 76 881	225 500	333 994	- 108 494
Comptes et prêts/emprunts	84 764	288 723	- 203 959	69 244	331 215	- 261 971
Opérations de pensions	127 078		127 078	156 256	2 779	153 477
Emprunts émis par le groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions						
Titres à revenu fixe						
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts						
Dettes représentées par un titre						
Actifs disponibles à la vente						
Actifs détenus jusqu'à échéance						
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	4 014 390	909 055	3 105 335	4 142 546	1 041 073	3 101 473

Coût du risque

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Dotation aux provisions	-690 968	-2 493 683
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-551 110	2 288 207
Provisions engagements par signature	-130 038	188 718
Autres provisions pour risques et charges	-9 820	16 758
Reprises de provisions	151 503	2 017 970
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	26 159	1 925 691
Reprises de provisions engagements par signature	114 307	71 534
Reprise des autres provisions pour risques et charges	11 037	20 745
Variation des provisions	-60 972	391 691
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-45 349	66 885
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-32 559	324 014
Récupérations sur prêts et créances amorties	20 577	6 509
Autres pertes	-3 641	7 301
COÛT DU RISQUE	-600 437	867 405

Prêts et créances sur les Etablissemts de crédit et assimilés

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Comptes à vue	860 757	1 436 656
Prêts	2 657 883	1 279 365
Opérations de pension	799 962	
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION	4 318 602	2 716 022
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit		
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION	4 318 602	2 716 022

Prêts et créances sur la clientèle

en milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires	7 451 222	7 926 503
Prêts consentis à la clientèle	63 702 495	59 244 130
Opérations de pension		
Opérations de location-financement	7 168 675	7 121 168
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	78 322 391	74 291 801
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	- 8 063 700	- 7 545 928
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	70 258 692	66 745 873

Commissions nettes

En milliers de DH

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	944 011	-193 697	750 314
avec les établissements de crédit			
avec la clientèle	469 073	-36 484	432 588
Sur titres	31 601	-4 478	27 123
De change	443 337	-152 734	290 603
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			
Prestation de services bancaires et financiers	183 087		183 087
produits nets de gestion d'OPCVM	13 094		13 094
produits nets sur moyen de paiement	114 578		114 578
assurance	2 118		2 118
autres	53 297		53 297
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	1 127 098	-193 697	933 401

-

Dettes envers les Etablissements de Crédit et Assimilés

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Comptes à vue	790 803	439 695
Emprunts	3 398 359	3 861 807
Opérations de pension		
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	4 189 162	4 301 502

Dettes envers la clientèle

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	43 565 786	40 597 299
Comptes à terme	5 957 973	6 209 142
Comptes d'épargne à taux administré	9 587 880	9 288 073
Bons de caisse	2 530 973	2 974 090
Opérations de pension	500 095	
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	62 142 708	59 068 604

Information sectorielle au 31/12/2017

En milliers de DH

	Banque de détail et de financement	Leasing	Total
MARGE D'INTÉRÊT	2 775 165	330 170	3 105 335
MARGE SUR COMMISSIONS	933 971	- 570	933 401
PRODUIT NET BANCAIRE	3 764 437	331 932	4 096 369
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 766 165	271 134	2 037 299
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 185 579	251 282	1 436 861
RÉSULTAT NET	759 894	212 972	972 866
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	757 851	212 972	970 823

	31/12/2017	31/12/2016
Titres de créance négociables	4 550 904	4 765 411
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale	4 498 486	4 762 558
Autres titres de créance négociables	52 418	2 853
Obligations	5 498	76 497
Obligations d'état		
Autres obligations	5 498	76 497
Actions et autres titres à revenu variable	425 985	1 081 931
Dont titres cotés	4 095	14 827
Dont titres non cotés	421 890	1 067 104
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	4 982 387	5 923 839
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	- 35 578	- 37 867
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE NETS DE DEPRECIATIONS	4 946 809	5 885 972

Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	VBC	Cumul des amortissements et pertes de valeur	VNC	VBC	Cumul des amortissements et pertes de valeur	VNC
Terrains et constructions	1 631 553	- 580 377	1 051 176	1 495 823	- 534 515	961 308
Equip. mobilier, installation	1 508 973	- 1 111 941	397 032	1 448 390	- 1 046 955	401 435
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	288 995	-	288 995	348 351	-	348 351
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 429 521	- 1 692 318	1 737 203	3 292 564	- 1 581 470	1 711 094
Logiciels informatiques acquis	721 581	- 606 804	114 777	650 039	- 545 341	104 698
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisation incorporelles	248 612	-	248 612	237 257	-	237 257
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	970 192	- 606 804	363 388	887 296	- 545 341	341 955
TOTAL IMMOBILISATIONS	4 399 713	- 2 299 122	2 100 591	4 179 860	- 2 126 811	2 053 049

Provisions pour risques et charges

En milliers de DH

	31/12/2016	Dotation	Reprise disponible	Reprise utilisée	Autres variations	31/12/2017
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	289 652	130 038	- 114 307		1	305 384
Provision pour engagements sociaux	289 340	36 184	- 15 418		12 370	322 476
Provision pour litiges et garanties de passif						
Provision pour risques fiscaux						
Provisions pour impôts						
Provisions pour restructurations						
Coût de mise en œuvre des synergies						
Autres provisions pour risques et charges	67 017	8 055	- 7 396	- 3 641	1 765	65 800
Provisions pour risques et charges	646 009	174 277	- 137 121	- 3 641	14 136	693 660

Impôts courants et différés

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Actifs d'impôt exigibles	525 782	487 307
Actifs d'impôt différé	1 186 820	1 052 220
Actifs d'impôts courants et différés	1 712 603	1 539 527
Passifs d'impôt exigibles	1 293 314	840 943
Passifs d'impôt différé	278 875	297 078
Passifs d'impôts courants et différés	1 572 189	1 138 021
	-	-
	-	-

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat net	972 866	856 276
Variation de valeur des actifs financiers disponible à la vente	- 1 544	20 627
Variation de valeur différées des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Ecart de conversion		
Total cumulé	971 322	876 903
Part du groupe	969 205	863 104
Part des minoritaires	2 116	13 799

Eventualités et engagement hors bilan donnés et reçus

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNES		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle	3 762 195	5 183 354
Ouverture de crédit		
Autres engagements en faveur de la clientèle		
Total des engagements de financement donnés	3 762 195	5 183 354
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS RECUS		
des établissements de crédit	1 118 850	1 068 390
de la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	1 118 850	1 068 390

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit	5 137 457	4 414 886
D'ordre de la clientèle	10 038 112	8 972 215
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Total des engagements de garantie donnés	15 175 569	13 387 101
Engagements de garantie reçus		
des établissements de crédit	7 739 751	7 033 624
de l'état et d'autres organismes de garantie		1 402 739
Total des engagements de garantie reçus	7 739 751	8 436 363

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres de créance négociables						
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales						
Autres titres de créances négociables						
Obligations						
Obligations d'Etat Autres obligations						
Actions et autres titres à revenu variable						
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction						
Instruments dérivés de cours de change	49 747	-	49 747	27 056	-	27 056
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
Total des actifs financiers en valeur de marché par résultat	27 056	-	27 056	49 747	-	49 747
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts						
Etablissements de crédit						
clientèle entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transaction						
Instruments dérivés de cours de change	4 730	-	4 730	2 625	-	2 625
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
Total des passifs financiers en valeur de marché par résultat	2 625	-	2 625	4 730	-	4 730

Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

En milliers de DH

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Comptes d'encaissement		
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	201 718	90 430
Autres débiteurs et actifs divers	336 339	281 285
Total des comptes de régularisation et actifs divers	538 058	371 715
Dépôts de garantie reçus		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		808
Comptes d'encaissement		
charges à payer et produits constatés d'avance	860 192	714 981
Autres créditeurs et passifs divers	413 669	433 808
Total des comptes de régularisation et passifs divers	1 273 861	1 149 598

Participations dans les entreprises mises en équivalence

En milliers de DH

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total Bilan	Revenu (PNB ou CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financières	300 574	135 696	9 357 304	548 080	27 492
Sociétés non financières	175 225	99 934	12 004 163	765 514	21 563
Autres					
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés MEE	475 799	235 630	21 361 467	1 313 594	49 055

Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Titres de créances négociables	NEANT	
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales		
Autres titres de créance négociables		
Obligations		
Obligations d'Etat		
Autres obligations		
Total des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance		

Immeubles de placement

En milliers de DH

	31/12/2016	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	NEANT						
Amortissements et provisions							
Valeur nette au bilan							

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Autres dettes représentées par un titre	4 659 747	4 902 248
titres de créances négociables	4 495 973	4 695 041
emprunts obligataires	163 774	207 207
Dettes subordonnées	3 392 342	3 387 381
emprunt subordonnés		
à durée déterminée		
à durée indéterminée		
titres subordonnés		
à durée déterminée	3 392 342	3 387 381
à durée indéterminée		
Total	8 052 089	8 289 629

ECARTS D'ACQUISITION

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Valeur brute comptable en début de période	61 248	61 248
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	61 248	61 248
Acquisitions		
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements		
Valeur brute comptable en fin de période	61 248	61 248
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
Valeur nette comptable en fin de période	61 248	61 248

Gains et pertes nettes sur instruments financiers à la JV par résultat

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché	Total
Titres à revenu fixe	3 594	-	3 594	4 756	-	4 756
Titres à revenu variable		-			-	
Instruments financiers dérivés	13 115	-	13 115	- 10 357	-	- 10 357
Opérations de pension		-			-	
Prêts		-			-	
Emprunts		-			-	
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-			-	
Réévaluation des positions de change		-			-	
Total	16 709	-	16 709	- 5 601	-	- 5 601

Gains ou pertes nets sur les actifs financiers disponibles à la vente

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Titres à revenu fixe		
Plus ou moins value de cession	2 140	1 741
Actions et autres titres à revenu variable		
Produits de dividendes	21 523	32 313
Charges nettes de dépréciation		
Plus-values nettes de cession	19 837	20 418
Dotations ou reprises sur titre	2 366	5 355
Total	45 866	59 827

Produits et charges des autres activités

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance		-			-	
Produits nets des immeubles de placement		-			-	
Produits nets des immobilisations en location simple	1 573	-	1 573	1 291	-	1 291
Produits nets de l'activité de promotion immobilière		-			-	
Autres produits	32 112	- 38 628	- 6 516	26 939	- 29 435	- 2 495
Total	33 685	- 38 628	- 4 943	28 230	- 29 435	- 1 204

Gains et pertes nettes sur les autres actifs

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		
Plus-value de cession	30 355	20 426
Moins-value de cession		- 1 481
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	30 355	18 945

Parties liées

Relation entre les sociétés consolidées du groupe

En milliers de DH

	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Actif			
prêts, avances et titres			- 5 241 669
Comptes ordinaires			- 669 321
Prêts			- 4 471 012
Titres			- 101 335
Opérations de location financement			
actifs divers			
Total	-	-	- 5 241 669
Passif			-
dépôts			- 5 140 339
Comptes ordinaires			- 669 320
Autres emprunts			- 4 471 019
dettes représentées par un titre			
passif divers			- 101 329
Total	-	-	- 5 241 669
Engagements de financement et de garantie			-
Engagements donnés			3 857 807
Engagements reçus			3 857 807

Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

En milliers de DH

	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Intérêts et produits assimilés			- 171 410
Intérêts et charges assimilés			172 716
Commissions (produits)			- 26 276
Commissions (charges)			627
Prestations de services données			- 14 004
Prestations de services reçues			
Loyers reçus			- 3 999
Autres			42 345

Charges générales d'exploitation

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
Charges de personnel	- 1 056 348	- 1 019 427
Impôts et taxes	- 52 262	- 43 742
Charges externes	- 749 592	- 716 952
Autres charges générales d'exploitation	- 20 189	16 961
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	- 180 678	- 160 218
Charges générales d'exploitation	- 2 059 069	- 1 923 379

D- Informations sur le système de gestion des risques

D.1- Contrôle interne

- *Se référer au rapport du CPROC sur le contrôle interne*

D.2- Comités techniques

➤ Comité d'Audit

Membres :

- ❖ Un membre indépendant, Président du comité
- ❖ Deux membres du Conseil de Surveillance

(Les auditeurs externes ne sont pas membres du Comité). **Participants obligatoires**

- Président du Conseil de Surveillance
- Président du Directoire
- Directeurs Généraux
- Directeurs Généraux Adjointes
- Secrétaire Général
- Directeur du Contrôle Permanent et des Risques Opérationnels
- Directeur de la Conformité
- Directeur Financier
- Directeur de l'Inspection Générale
- Y prennent également part les auditeurs externes

Secrétaire : Le Secrétaire du Directoire

Périodicité : Au moins quatre fois par an

Attributions :

- Donner périodiquement son avis sur l'organisation et le fonctionnement du contrôle interne (périodique et permanent) de la banque et proposer au conseil de surveillance les adaptations pertinentes.
- **Examiner les travaux du Contrôle Permanent :**
 - Suivi de l'efficacité de la Surveillance Managériale
 - Respect des procédures
 - Surveillance des comptes sensibles
 - Gestion des suspens
 - Suivi de la gestion et de la prévention des Risques Opérationnels
 - Risques de fraude internes et externes
 - Risques d'exécution
 - Sécurité du personnel et des équipements
 - Gestion de la continuité d'activité et gestion de crise
 - Gestion des risques liés aux systèmes d'information

- Gestion des nouveaux produits et des prestations de services externalisées
 - Suivi des risques de non-conformité et sécurité financière
 - Suivi de l'évolution de l'environnement légal et réglementaire
 - Respect des obligations en matière de Connaissance client (KYC)
 - Suivi des règles de lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme
 - Suivi des risques structurels
 - Suivi des risques juridiques majeurs
 - Traitement des réclamations
- Examiner les travaux du Contrôle Périodique :
- Approbation de la charte d'audit et appréciation du plan d'audit annuel en s'assurant que la méthodologie d'élaboration permette une détection et une couverture adéquates des zones de risques et proposition au Conseil de Surveillance pour validation ;
 - Suivi des moyens et de la réalisation du plan d'audit interne ;
 - Examen des synthèses des missions achevées depuis le dernier comité et des plans d'actions proposés ;
 - Suivi de la mise en œuvre, selon les échéances fixées, des préconisations du contrôle périodique.
- Autres sujets entrant dans la mission du comité :
- Examiner les synthèses des missions externes (régulateur...) ainsi que les préconisations effectuées et les plans de mise en œuvre ;
 - Examiner les risques structurels de la banque (liquidité et refinancement, risque de taux) ;
 - Proposer au Conseil de Surveillance la nomination des commissaires aux comptes ;
 - Examiner, via la présentation des commissaires aux comptes, le projet d'arrêté des comptes et les conditions de leur établissement (principes, méthodes), les réserves éventuelles ;
 - Examiner le dispositif de traitement des réclamations, l'évolution de celles-ci et les actions correctrices mises en place ;
 - Procéder, annuellement, à une auto-évaluation du fonctionnement du comité et ce, selon une grille formalisée couvrant l'ensemble de ses composantes (composition, réunions, fréquence, ...).

L'un des membres du Comité d'Audit présente une synthèse des travaux au Conseil de surveillance. Il rend compte des anomalies relevées au Conseil et se prononce sur la pertinence des mesures correctives retenues.

➤ **Comité des risques**

Membres :

- Un membre du Conseil de Surveillance, Président du comité
- Le Président du Conseil de Surveillance
- Un représentant de la Société Générale, membre du Conseil de Surveillance

Secrétaire : Le Directeur du Contrôle des Risques.

Périodicité : Semestrielle

Attributions :

Ce Comité a pour mission de :

- Analyser périodiquement l'organisation et le fonctionnement de la filière risques de la banque.
- Valider les orientations de la politique de crédit de la banque.
- Examiner le portefeuille d'engagements :
 - ❖ Analyse du portefeuille de Risques Souverains et de Crédits Retail et non Retail,
 - ❖ Suivi et évolution des plus importantes expositions de la banque,
 - ❖ Suivi des engagements irréguliers,
 - ❖ Suivi des principaux risques sensibles,
 - ❖ Suivi des engagements Retail et non Retail en défaut,
 - ❖ Suivi et appréciation du niveau de provisionnement des contreparties ainsi que de l'efficacité du recouvrement,
- Analyser le Coût Net du Risque de la banque et son évolution au regard de la politique de crédit,
- Suivre le respect des ratios réglementaires (division des risques, concentration...)
- Établir un reporting spécifique au Conseil de Surveillance sur les risques encourus sur les apparentés et les parties liées (*en cas d'irrégularités*)
- Faire part au Conseil de Surveillance des résultats des stress tests

L'un des membres du Comité des Risques présente une synthèse des travaux au Conseil de Surveillance.

➤ **Comité des Nominations et des Rémunérations**

Membres :

- Le Vice-président du Conseil de Surveillance, Président du comité
- Président du Conseil de Surveillance
- Un membre indépendant

Périodicité : Annuelle

Attributions :

Le Comité des nominations et des rémunérations est en charge de conseiller et d'assister le conseil de surveillance dans le processus de nomination et de rémunération de ses membres de ceux du Directoire ainsi que des directeurs généraux adjoints de la banque. Ce comité est chargé notamment :

- D'évaluer annuellement la structure, la taille et la composition du conseil de surveillance et de soumettre des recommandations à ce dernier en vue de modifications éventuelles concernant la nomination ou la réélection de ses membres ;
- De proposer la désignation des membres du conseil de surveillance et des comités d'Audit et des Risques,
- D'identifier et de soumettre au Conseil les situations de conflits d'intérêts qui émaneraient du processus de nomination.
- Fixer la rémunération du Président du Conseil de Surveillance
- Fixer la rémunération des principaux dirigeants de la banque (membres du directoire et directeurs généraux adjoints).
- Répartir l'enveloppe des jetons de présence, fixée par l'assemblée générale, entre les membres du conseil de surveillance en fonction de leur assiduité aux réunions.
- Proposer la liste des bénéficiaires de stock options.

Le comité est en charge également de :

- Examiner la politique générale d'évolution des rémunérations de la banque (au regard du contexte local) ainsi que les enveloppes de parts variables annuelles,
- Examiner les dispositifs d'intéressement à long terme (Epargne salariale...),
- Analyser périodiquement les autres avantages consentis au personnel (véhicules de fonction, personnel de maison, retraites complémentaires...)

A noter : dans le cas où ce comité doit traiter de la rémunération ou la nomination du Président du Conseil de Surveillance, ce dernier ne s'associe pas aux délibérations.

L'un des membres du Comité des nominations et des rémunérations présente une synthèse des travaux au Conseil de surveillance et se prononce sur la pertinence des mesures retenues.

D.2- Risque de crédit

➤ Politiques de crédit

L'objectif des politiques de crédit est de permettre un développement sain des engagements de la banque, basé sur une meilleure convergence entre les objectifs commerciaux et l'impératif d'une bonne maîtrise des risques.

Afin d'optimiser l'efficacité du processus décisionnel, toutes les entités de la SGMA impliquées dans ce processus doivent se soucier en permanence de la qualité des risques encourus et prendre toutes les mesures nécessaires pour les maîtriser conformément à cette politique de risque.

Les dossiers de crédits Retail peuvent être approuvés par la filière commerciale sans intervention de la filière risques dans le cadre de délégations de compétences octroyées par la filière commerciale et validées par la Direction des Risques, à condition que ces dossiers respectent scrupuleusement les règles consignées dans les politiques de crédits Retail détaillées par type de produit (PPI, PPC, PPO, crédits expresso, etc.), et par type de contrepartie (particuliers, professionnels, MRE, etc.), préparées par la filière commerciale et validées par la Direction des Risques.

➤ Organisation

L'organisation de la filière Risque au sein du Groupe SGMA obéit aux principes généraux suivants:

- Indépendance de la filière Risque vis-à-vis de la filière Commerciale : La filière Risque est indépendante hiérarchiquement de la filière Commerciale au siège et en région. Ce principe vise à assurer une gestion saine et transparente des risques en évitant la dilution des responsabilités et les conflits d'intérêts.
- Séparation entre l'octroi de crédit et la surveillance des risques : Les activités d'octroi de crédit et de surveillance des risques sont prises en charge par des entités distinctes.
- Séparation entre l'octroi de crédit et la production de crédit : Les activités d'octroi de crédit et de production de crédit sont prises en charge par des entités distinctes.

➤ Délégations de compétences

Afin d'accélérer les circuits de décision et de responsabiliser les équipes commerciales sur la prise et le suivi des risques, le Directoire accorde des délégations de compétences aux Directeurs Régionaux et responsables de filiales pour l'octroi de crédits.

Les délégations et sous-délégations de compétences sont régies par les principes généraux suivants :

- Critères de définition des délégations de compétences : Les délégations de compétences sont établies en fonction de six critères : La notation interne, le marché, le type de garantie, la maturité, l'ancienneté de la relation et la qualité du délégataire.
- Les délégations de compétences sont nominatives : Elles sont accordées intuitu personae par le Directoire aux Directeurs Adjoint, responsables de filiales et d'activités et aux Directeurs Régionaux et notifiées par lettres nominatives du Directoire à l'intérieur de limites maximales.
- Les délégations de compétences sont évolutives : Ces délégations de compétences ne sont pas définitives et peuvent être modifiées à tout moment en fonction du contexte et des performances des délégataires, voire supprimées en cas de manquement grave.
- Les délégations de compétences sont sujettes à sous-délégation : Les Directeurs Régionaux sont eux-mêmes autorisés à sous-déléguer sous leur entière responsabilité, et ceci par écrit, suivant le modèle en vigueur, au maximum 50% de leurs propres délégations de compétences, à certains de leurs collaborateurs, aux gérants d'agences ainsi qu'aux DCL, CCE, CCPRO et CCP. Ils ne peuvent cependant pas déléguer leurs limites d'arbitrage.
- RISQ est le dépositaire des délégations en vigueur : Les Directeurs Régionaux doivent communiquer à la Direction des Risques une copie des délégations accordées ainsi que des modifications qu'ils pourraient effectuer par la suite.
- Chaque délégation dûment acceptée par le délégataire doit être conservée chez les RRHL qui doivent en adresser copie à la Direction des risques.
- De la même manière, le Directeur des Risques accorde des délégations de compétences à ses collaborateurs (Adjoint, Responsable octroi, RRR) sur une base intuitu personae. Ces délégations, qui sont susceptibles d'évoluer en fonction du contexte et de la performance des délégataires, peuvent également faire l'objet de sous-délégations. Ces délégations sont conservées au Secrétariat de la Direction des Risques.

➤ **Octroi de crédit**

L'activité d'octroi de crédit est régie par les principes généraux suivants :

- Qualité des dossiers de crédit : Les propositions de crédit initiées en agence doivent respecter les normes en vigueur en termes de forme (respect des canevas) et de contenu (documents à rattacher à la proposition de crédit). Les responsables commerciaux sont tenus de vérifier l'application de ces normes et, en signant les dossiers soumis pour validation à RISQ, s'engagent sur la qualité des contreparties ou des transactions proposées et d'une manière générale, valident l'intégralité des informations contenues dans la demande de crédit.

- Double validation Risque et Commerciale : Tout dossier de crédit Non Retail ou dossier Retail dérogeant à la politique d'octroi de la banque, doit être validé par au moins un décisionnaire de la filière Commerciale et au moins un décisionnaire de la filière Risque.
- Les dossiers de crédit doivent faire l'objet d'une revue a minima annuelle, y compris lorsque nos engagements sur un client ne comportent que des crédits à moyen terme. Cette revue doit intégrer une analyse fine des sûretés en place, dans le respect des principes d'évaluation et réévaluation retenus par la banque. Via des reportings spécifiques relatifs aux dossiers et notations échus, RISQ relance la ligne commerciale en cas de non renouvellement des dossiers à leur échéance administrative.
- Notation interne des contreparties Non Retail : Les contreparties Non Retail bénéficiaires de concours doivent faire l'objet d'une notation définie suivant les standards du groupe SG et périodiquement mise à jour. Celle-ci a pour but d'aider à la prise de décision, de permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque sur la contrepartie, de déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi de concours et d'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné. Elle doit être mise à jour au minimum une fois par an et dès qu'un événement le justifie.
- Prise de décision : Toutes les décisions de crédit prises, quelle que soit l'autorité décisionnelle, doivent donner lieu à une notification écrite en explicitant les motifs éventuels de rejet.
- En cas d'avis défavorable de la filière Risque sur un dossier de crédit, ce dernier peut faire l'objet d'un arbitrage par la filière Commerciale dans le cadre de limites préalablement établies.
- Décision sur les crédits Retail : L'intervention de la filière Risque dans l'octroi des crédits Retail (principalement PPI et PPO), n'est pas requise dès lors que toutes les règles reprises dans les politiques de crédit proposées par la filière commerciale et validées par RISQ sont respectées. Tout écart par rapport auxdites règles implique le passage du dossier de crédit par la filière Risque au siège ou en région selon les délégations de compétence définies.
- Limites de décision : Tout agent du Groupe SGMA ne peut autoriser une transaction engendrant un risque de crédit que dans le cadre d'une délégation préalablement approuvée et notifiée par écrit.
- Prise de garanties : Le déblocage ou la mise en place de tous les dossiers de crédit est conditionné par le recueil des garanties réelles et usuelles prévues dans la notification de crédit ainsi que par la levée de l'ensemble des réserves. Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'une validation par le Directoire et d'une information au Directeur des Risques.

D.4- Risques de marché

Le risque marché se définit comme étant le risque de perte ou de dévalorisation des positions détenues pour compte propre en instruments négociés sur un marché. La formation de prix fréquents sur les marchés permet de constater facilement une perte réalisée ou potentielle.

Risque de change

Ce risque correspond au risque de variation d'une position ou d'un instrument financier du fait des fluctuations des cours de devises sur le marché.

L'avènement du marché des changes et l'élargissement du marché monétaire ont amené le Groupe à se doter de structures spécifiques répondant aux standards internationaux.

Selon les règles du Groupe Société Générale, ce risque est mesuré en Conditional Value at Risk (CVaR), qui répond mieux aux exigences de Bâle II. Il s'agit là d'un risque de contrepartie à la charge des clients. Afin de maîtriser ce risque, des limites sont fixées. Celles-ci sont de deux types: des limites en valeur nominale et des limites en « stress test ».

Gestion des limites

Les limites mises en place pour maîtriser les risques de change sont issues des instructions de Bank Al Maghrib régissant la tenue des positions en devises et le respect du « stop loss » fixé à 3% de la valeur d'une devise.

En plus des limites réglementaires, des limites internes en nominal et stress test sont fixées par la maison mère sur les positions intraday et over night.

Risque règlement-livraison

C'est le risque de non paiement des sommes en attente de réception. Il se mesure par la valeur des flux à recevoir. Il naît dans le cas d'opérations donnant lieu à échanges simultanés et réciproques à la date d'irrévocabilité de notre ordre de paiement et s'éteint à la date de constat de la réception (ou non) des fonds.

Ce risque est dû à l'intervalle de temps requis pour le transfert de fonds (décalage horaire, plages d'ouverture des systèmes de règlement locaux, organisation interne pour l'envoi des fonds et le pointage des paiements reçus).

Afin de distinguer les risques afférents aux opérations à très court terme pour lesquelles une réactivité en cas de dépassement doit être immédiate, des risques afférents aux opérations à plus long terme, il est apparu nécessaire de les distinguer suivant la proximité de règlement :

- le risque de livraison immédiat est le risque instantané supporté sur une contrepartie ;
- le risque de livraison différé est le risque engendré par les opérations à terme. C'est un risque potentiel qui deviendra effectif uniquement lorsqu'une opération arrivera à maturité. A ce moment là, le risque de livraison différé se transforme donc en risque de livraison immédiat.

D.5- Risques global de taux d'intérêt

➤ Généralités

Les **Risques Structurels** concernent les risques de taux, de change et de liquidité du portefeuille bancaire.

Pour la gestion structurelle des risques de taux et de liquidité, la Banque adopte actuellement une approche statique (à production arrêtée du bilan) dans laquelle toutes les données sont mises à jour mensuellement. La Banque recourt à une modélisation des emplois et des ressources en s'appuyant sur :

- Le détail des contrats pour les produits échéances (en taux et en liquidité) ;
- Des règles d'écoulement pour les produits sans échéance.

La Banque dispose depuis 2007 d'un outil ALM (version actuelle : Ambit FOCUS 2014.1) pour le calcul des gaps (ou impasses) de liquidité et de taux, le calcul de la sensibilité aux chocs de taux sous différents scénarios, la production de reporting périodiques, les simulations (stress-scénarios), et plus largement pour l'analyse des risques structurels.

SG Maroc mesure et gère ses risques ALM :

- Au niveau de la Banque (Société Générale Marocaine de Banques) ;
- Au niveau consolidé pour la maison mère (périmètre légèrement différent incluant SG TANGER OFF SHORE, SOGELEASE, SOGEFINANCEMENT, SOGECAPITAL GESTION, ATHENA COURTAGE et FONCIMMO).

➤ Gouvernance

❖ Une cellule ALM au sein de la Direction Financière :

Une Cellule ALM est rattachée à la Direction Financière de SG MAROC. Son rôle est d'identifier et de suivre les risques structurels et de proposer et mettre en œuvre des actions correctrices le cas échéant. Une politique formalisée en date du 30/06/2011 (transmise à BAM le 21/09/2011) décrit et définit la stratégie et les modalités de gestion des risques de taux, de liquidité et de change de la Banque.

L'établissement des reporting de gestion des risques structurels est du ressort de cette Cellule ALM. L'analyse des reporting est présentée au Comité Financier, comité instauré par la Banque depuis mai 2004, dont le rôle est de définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes de la Banque en matière de gestion globale du bilan (liquidité, taux et change).

❖ Les instances de gouvernance en matière de risques structurels

▪ Les Organes Internes

Le Comité d'Audit définit et valide les orientations d'Audit en matière de gestion des Risques Structurels. Il convient de noter que le Comité d'Audit est une émanation du Conseil de Surveillance de SG Maroc, auquel il rend compte périodiquement. A ce titre, le Comité d'Audit valide les limites de Risques Structurels de SG Maroc.

La mise en œuvre des orientations stratégiques et le respect des limites opérationnelles de suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité Financier de SG Maroc, et est rapporté à la maison-mère à travers des reporting trimestriels réguliers.

Un ensemble d'objectifs stratégiques et opérationnels a été fixé au Comité Financier :

- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de la collecte des ressources ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux ;
- Optimiser la gestion du portefeuille de titres de placement ;
- Maîtriser les ratios de liquidité ;
- Développer la démarche de gestion Actif – Passif ;
- Sensibilité au risque de taux encadrée par un seuil d'alerte et une limite globale, par groupe de maturité (court terme, moyen terme, long terme), et par devises MAD et EUR.

▪ Les Organes Externes

Le risque structurel de taux fait également l'objet d'un reporting périodique à Bank Al Maghrib. Ce reporting spécifique est établi trimestriellement depuis décembre 2007 pour BAM selon un modèle défini par le régulateur. SG Maroc diffuse à BAM un reporting social et un reporting consolidé.

La maison-mère (Groupe Société Générale / DEVL) fixe pour ses implantations des niveaux de limites de risques de taux. Sensibilité encadrée respectivement par un seuil d'alerte/limite de :

- **MAD :**

- Seuil d'alerte à ± 196 MMAD depuis juin 2015 contre ± 185 MMAD auparavant.
- Limite maximale à ± 392 MMAD depuis juin 2015 contre ± 278 MMAD auparavant.

- **EUR :** Nouveaux seuils et limites de sensibilité notifiés par le Groupe en mars 2015 (puis décentrés le 26/06/2015)

		Globale	CT	MT	LT
Seuils	Sup	3,5	1,0	2,0	3,0
	Inf	1,5	,0	0	0
limites	Sup	5	0	0	0
	Inf	0,5	-2,0	-1,0	0,0

❖ Les Méthodologies employées par SG Maroc

Cette partie traite des méthodes relatives à la gestion des risques de taux et de liquidité telles que mises en œuvre par SG Maroc.

L'ensemble du bilan des différents périmètres d'analyse fait l'objet d'une gestion en termes de Risques Structurels. Ainsi, pour la modélisation des comptes de bilan, on adopte les méthodes suivantes :

- Comptes à vue (Comptes chèques/comptes courants créditeurs) : modèle statistique. Des back-testing sont régulièrement effectués (mise à jour du modèle en décembre 2015) ;
- Comptes sur carnets : modèle statistique ;
- Comptes à terme : détail du contrat ;
- Découverts (Comptes chèques/comptes courants débiteurs) de la clientèle: sur 1 an à 5 ans (en fonction de la cotation risque du client) ;
- Découverts (Comptes courants débiteurs) des Etablissements de Crédit : sur 12 mois ;
- Gestion propre (Capital, réserves, comptes de régularisation actifs et passifs, comptes de compensation, débiteurs et créditeurs divers, etc.) : Normes Groupe.

Pour la modélisation des *options cachées* :

- *Remboursements anticipés* : non modélisé car (i) leur volume est faible et (ii) ce ne sont pas véritablement des remboursements anticipés. Ils correspondent souvent à des dossiers qui sont ré-ouverts avec un capital initial identique au Capital restant du dossier initial et des conditions de taux et de maturités identiques ou quasi-identiques.
- *Taux de passage du taux variable au taux fixe* : non modélisé.

D.6- Risque global de taux d'intérêt

➤ *Le risque global de taux d'intérêt*

❖ Méthode d'évaluation et de surveillance du risque de taux d'intérêts

Cette méthode se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins

tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans...20ans et plus de 20 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés (calcul de leur VAN) en utilisant les taux de la courbe des BDT marché secondaire (à la date d'arrêt).

Le différentiel de cette VAN, calculée avec les taux actuels auxquels on applique une variation non plus de 1%, mais de 1 point de base (0.01%) multipliée par 100, permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Le mode de calcul est enrichi par la prise en compte de l'effet coupon. Toutefois, l'approche repose sur le calcul de la sensibilité d'une couverture parfaite du gap (et non pas sur le calcul de la sensibilité du gap généré par les tombées des postes de bilan et de hors bilan).

Par ailleurs, pour plus de précision, la translation de courbe est de 1 point de base (0.01%) et est ensuite multipliée par 100.

SG Maroc distingue la sensibilité CT (maturités inférieures à 1 an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 5 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 5 ans) par le Groupe SG :

Depuis mars 2010, ces bandes de maturités sont fixées de la sorte :

- Court terme : de [0 mois à 1 an].
- Moyen terme : [1 -5 ans] contre [1-7ans] auparavant.
- Long terme : de [5 ans à l'infini] contre [7 ans à l'infini].

❖ **Observations sur les limites de Risque Structurel de taux**

Seuils d'alerte et limites fixés en matière de risque de taux d'intérêts global et modalités de leurs révisions :

- Le seuil d'alerte (resp. limite) Groupe SG et SG MAROC de la sensibilité du bilan aux variations des taux est fixée à 18 MEUR – équiv. à 196 MMAD (resp. 36 MEUR équiv. à 392 MMAD). Ces intervalles ont été notifiés par la maison mère (DEVL/ SG France) le 26/06/2015 (pour entrée en application le 30/06/2015).
- Dépassement de limites : tout dépassement de limite doit faire l'objet d'explications et donner lieu à un plan d'actions correctif. A cet égard, l'exercice 2015 a vu la mise en place d'un plan d'actions pour le respect des limites en EUR par SG Maroc et qui s'est traduit par un recul de la sensibilité générée par les dépôts collectés dans le cadre de la contribution libératoire fin 2014.

Depuis mars 2010 jusqu'à aujourd'hui, la sensibilité au taux MAD est inférieure aux seuils et limites de sensibilité globales (périmètre Consolidation groupe SG). La sensibilité au taux EUR est en respect des bornes notifiées par Groupe, et ce depuis fin décembre 2015.

❖ **Outils informatiques utilisés**

La solution informatique utilisée pour l'ALM est le logiciel Ambit FOCUS 2014.1 – Sungard (suite à la mise à jour menée courant T3-2014) alimenté par des requêtes sur les systèmes métier

Delta & KONDOR (pour SG Maroc), et données de gestions SG Tanger Off Shore, Sogelease et Sogéfinancement pour les filiales consolidées.

La solution permet une grande flexibilité en termes de stress-scénarii, de gestion des maturités (time- bands), de gestion des périmètres d'analyse...

D.7- Risques opérationnels

1. Cadre général de gestion des risques opérationnels

Les risques opérationnels résultent d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des événements internes ou externes, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevé. Ils sont inhérents à tous les produits, activités, procédures et systèmes de la Société Générale Maroc, et leur gestion fait donc partie intégrante des fonctions de management à tous les niveaux. Elle repose, dans une large mesure, sur le dispositif de contrôle interne, comprenant notamment le contrôle permanent exercé par l'ensemble des directions de la banque, auquel s'ajoutent les missions du contrôle périodique.

Tout en s'appuyant sur les expertises existantes, ce dispositif implique que le risque opérationnel soit considéré comme une catégorie de risque à part entière et fasse l'objet d'une identification et d'une évaluation spécifique, d'un suivi et d'un contrôle normalisés, débouchant sur des mesures de réduction de risque appropriées.

A ce titre, la direction CPRO a pour mission de piloter et de maintenir un dispositif de gestion des Risques Opérationnels conforme aux exigences internes et réglementaires. Aussi, les équipes en charge de la gestion du RO ont-elles pour missions essentielles de :

- ➔ Encadrer et structurer le dispositif d'analyse et de prévention des risques opérationnels et de lutte anti-fraude, à travers :
 - La mise en place d'une approche basée sur l'analyse des risques au sein de chaque entité :
 - Evaluation des risques et de l'efficacité du dispositif de contrôle associé dans le cadre de l'exercice réglementaire biennal de RCSA (Risk and Control Self Assessment) ou d'un processus donné ;
 - Réalisation de stress tests (analyse de scénarios) pour des événements de risques majeurs.
 - La mise à jour de la cartographie des risques opérationnels de la Banque ;
 - La définition, la mise en place et l'animation du dispositif de collecte des événements de risques opérationnels ;
 - La définition et la mise en place, en liaison avec les managers de directions opérationnelles, des KRI (Key Risk Indicators) prospectifs et proactifs et alerter la direction de l'entité en cas d'anomalie notable ;
 - L'accompagnement des métiers dans le déploiement et l'animation d'un dispositif de lutte contre la fraude et la mise en place d'une cartographie des fraudes ;
- ➔ Gérer les risques opérationnels constatés / avérés. A ce titre, le Département RO a pour mission de :

- Centraliser la collecte des événements de risques opérationnels : RO purs, RO liés à du risque de crédit (RORC) ou à du risque de marché (RORM) ;
- S'assurer de leur déclaration au fil de l'eau ainsi que de leur exhaustivité en effectuant les recoupements nécessaires sur la base des rapports DIG et des remontées de la Supervision Managériale, et en entretenant une étroite concertation/coordination avec les Directions concernées, notamment la Direction des Risques, la Direction du Recouvrement, la Direction des Affaires Juridiques, la Direction des Systèmes d'Informations, la Direction des Moyens Généraux.

➔ Animer le dispositif de prévention des risques opérationnels et de lutte anti-fraude, en :

- Suivant les plans d'action d'atténuation des risques résultant de l'exercice RCSA ou des recommandations du contrôle périodique ;
- Animant le dispositif des correspondants RO (synthèse des événements collectés sur la période, diffusion de bonnes pratiques, rappel des règles de collecte des événements) ;
- Mettant en place et animant un dispositif de développement de la « Culture Risque » opérationnel auprès des collaborateurs (diffusion de bonnes pratiques, intervention terrain, formation/information des managers).

2. Dispositifs d'identification et d'évaluation des risques Opérationnels

L'identification et l'appréciation du RO constituent les fondamentaux d'un système de gestion du risque opérationnel efficace, nécessaire pour permettre à la SGMA d'adapter sa stratégie en matière de gestion du risque et d'allouer ainsi les ressources de manière pertinente.

A ce titre, le dispositif d'évaluation quantitative et qualitative du RO repose sur un ensemble de dispositifs dynamiques et complémentaires, détaillés ci-après :

✓ L'auto évaluation des risques et des contrôles (ou RCSA)

Le RCSA (Risk & Control Self Assessment) est au cœur du dispositif de pilotage des risques opérationnels mis en place au niveau de la SGMA.

Cet exercice a pour but d'apprécier et d'évaluer l'exposition intrinsèque des activités aux risques opérationnels, de mesurer l'exposition aux risques résiduels et de proposer des améliorations des dispositifs de prévention et de protection. Il est piloté par la Direction CPRO qui décline la méthodologie RCSA du Groupe sur son périmètre, et qui organise des ateliers avec les métiers à couvrir, afin de :

- identifier et évaluer les risques opérationnels intrinsèques auxquels chaque activité est exposée (i.e. risques inhérents à la nature d'une activité, en faisant abstraction de ses dispositifs de prévention et de contrôle) ;
- évaluer la qualité des dispositifs de prévention et de contrôle en place permettant de réduire ces risques (existence et efficacité de ces dispositifs en termes de détection et de prévention des risques et/ou de leur capacité à en diminuer les impacts financiers) ;
- identifier les vulnérabilités des dispositifs de prévention et de protection ;
- mesurer l'exposition aux risques résiduels de chaque activité après prise en compte des dispositifs de prévention et de protection (hors couvertures d'assurance) ;

- identifier et mettre en œuvre, le cas échéant, des plans d’actions correctrices ;
- faciliter/accompagner la mise en place d’indicateurs clé de risque pertinents (KRI – Key Risk Indicators).

A l’issue des ateliers conduits, une consolidation est réalisée par le RRO afin de permettre notamment de :

- synthétiser les risques intrinsèques majeurs et les risques résiduels au niveau de la SGMA,
- identifier les plans d’actions qui viennent réduire ces risques majeurs,
- présenter au Management le profil de risque des entités de la SGMA.

✓ **Les indicateurs clés de risque (ou KRI : Key Risk Indicators)**

Un indicateur clé de risque (KRI) est une donnée objective et mesurable devant permettre d’évaluer un ou plusieurs risques clé et ainsi d’améliorer leur pilotage.

- 1) objective et mesurable signifie : quantifiable, facilement reproductible, documentée et auditable.
- 2) devant permettre d’évaluer (directement ou indirectement) un ou plusieurs risques clairement identifiés à partir du référentiel commun des Risques Opérationnels ou du Référentiel RCSA :
 - soit par catégorie ou sous-catégorie d’événement, représentant les manifestations concrètes possibles des Risques Opérationnels d’une entité ;
 - soit par facteur de risques : c’est à dire un élément de l’environnement et/ou de l’organisation qui contribue à la survenance d’un Risque Opérationnel. Il est lui-même rattaché à la ou les sous-catégories d’événement adéquates.

Le KRI a pour objectif d’alerter le management, aux différents niveaux de l’organisation de SGMA, sur les activités porteuses de risques opérationnels. Il permet de suivre l’exposition aux Risques Opérationnels.

Le suivi régulier des KRI complète l’évaluation de l’exposition de la banque aux Risques Opérationnels, en apportant aux responsables d’entités :

- une mesure quantitative et vérifiable du risque ;
- une évaluation régulière des améliorations ou des détériorations du profil de risque intrinsèque ou résiduel ou de l’environnement de prévention et de contrôle, nécessitant une attention particulière, une action correctrice ou un plan d’action ;

La tendance exprimée par les KRI permet notamment d’alerter sur les sources de risque de pertes opérationnelles potentielles. En cas de KRI en alerte (*i.e. dépassement de seuil sur la période ou variation significative*), une analyse est faite et le cas échéant, des plans d’actions correctives sont définis, mis en œuvre et suivis par les entités.

En effet, le suivi des KRI permet de mettre en place les dispositifs de contrôle interne adéquats et nécessaires pour se prémunir des risques opérationnels qui peuvent se traduire par des pertes potentielles ou avérées qui devront être déclarées et comptabilisées.

Ces KRI sont mesurés trimestriellement, et font l'objet d'une présentation aux Comités du Contrôle Permanent et aux Comités d'audit et des comptes. Ils sont également remontés aux correspondants RO au niveau du Groupe SG dans le cadre des reporting portant sur le suivi des risques opérationnels.

✓ **La collecte des pertes internes**

La collecte des événements internes de risques opérationnels répond principalement à un objectif d'amélioration et de renforcement du dispositif de contrôle afin de réduire les occurrences de pertes provenant de la réalisation d'événements de risques opérationnels.

Ainsi, l'analyse, l'identification, et la surveillance des événements internes de RO sont fondamentales pour assurer une bonne maîtrise de l'exposition aux risques opérationnels de la SGMA. Collecter des données fiables et exhaustives permet de connaître et de suivre le coût de ses risques opérationnels liés soit aux défaillances opérationnelles, soit aux événements externes. L'analyse des causes de pertes permet d'identifier et de mettre en place les actions correctrices nécessaires et de limiter ainsi la récurrence de ces pertes.

Les données de pertes internes sont également utilisées pour nourrir les autres composantes du dispositif de maîtrise des risques opérationnels (bonne identification des risques dans le RCSA, adéquation des contrôles de supervision managériale, identification de KRI, chiffrage des analyses de scénarios et contrôle de la pertinence de ce chiffrage).

Au titre de la collecte des pertes opérationnelles, le Département RO de la Direction CPRO :

- assure le suivi transversal des pertes de risque opérationnel et la cohérence d'ensemble du dispositif de collecte des pertes internes ;
- transmet les fiches RO à la Direction Financière pour comptabilisation des provisions et des pertes à caractère RO ;
- met en place les plans d'action adéquats en concertation avec les métiers et en assure le suivi ;
- alimente la base de gestion tenue pour le suivi des événements RO déclarés et assure la remontée Groupe, via CAROLINE, des pertes dont le montant est supérieur à 100 KMAD ;
- contrôle le bon fonctionnement des processus de déclaration et de validation des pertes internes ;
- produit les reportings à destination du Comité d'audit et des Comités trimestriels du Contrôle Permanent.

✓ **Les Analyses de Scénario (AS)**

La Banque, en cohérence avec les règles du Groupe, modélise des scénarios de pertes opérationnelles à forte sévérité (stress-tests) afin d'en mesurer la probabilité de survenance et les impacts financiers. Ces analyses de scénario ont également pour objectif de définir les actions de prévention ou de diminution d'impact qui s'avèrent nécessaires pour se prémunir contre des risques à fréquence faible mais pouvant avoir des conséquences non négligeables pour les activités de la Banque.

Les AS sont déroulées chaque année au sein de la Banque et prennent en considération les situations les plus extrêmes et les plus défavorables.

Ainsi, l'analyse des pertes internes, le suivi régulier des KRI, l'exercice d'auto-évaluation des Risques et des Contrôles, ainsi que les Analyses de Scénario constituent un dispositif d'évaluation de l'exposition de la Banque aux risques opérationnels complet qui apporte une mesure quantitative et qualitative du risque.



Rapport actuariel – IAS 19R Comptes consolidés au 31 décembre 2017

Indemnités de fin de carrière

SG Maroc - Février 2018

Table des matières

Introduction	3
Synthèse des études – IAS 19R	4
Statistiques sur le personnel	5
Comptabilisation selon la norme IAS 19R	6
Réconciliation de la provision	8
Evènements spéciaux	9
Charge comptable 2018	10
Méthode de comptabilisation	11
Annexe 1 : Hypothèses actuarielles	13
Annexe 2 : Description des Plans	15

Introduction

L'objet de ce rapport est de présenter la comptabilisation des engagements relatifs au plan Indemnités de fin de carrière de l'entité SG Maroc au 31 décembre 2017. Ce rapport contient les informations bilancielle requises par la norme IAS19 révisée 2011 pour la clôture 2017 ainsi qu'une estimation de la charge comptable pour l'année fiscale 2018.

Les évaluations actuarielles ont été effectuées en conformité avec les principes comptables de la norme IAS 19R sur 2017.

Afin d'évaluer l'engagement, nous avons utilisé d'une part les informations individuelles fournies par la société au 31 décembre 2017, d'autre part les hypothèses et les méthodes décrites dans l'annexe 1 de ce rapport. De même, nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude des informations sur le descriptif du régime.

Concernant les informations individuelles, nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude de toutes les données ; nous avons toutefois validé la cohérence globale de ces données et avons interrogé l'entreprise pour obtenir des informations complémentaires. A l'issue de notre analyse et de nos échanges avec la société, cette dernière a confirmé la validité du fichier fourni.

Les hypothèses économiques et démographiques retenues pour les calculs actuariels telles que décrites en annexe 1 de ce rapport ont été déterminées par SG Maroc et le Groupe Société Générale. Ces hypothèses sont en conformité avec la norme IAS19.

Ce rapport est établi sur les instructions du Groupe Société Générale dans le cadre de la préparation de ses états comptables sous IAS19R en date du 31 décembre 2017. Il a été préparé sur la base des informations à dispositions à la date d'effet du rapport et ne tient pas compte notamment de l'évolution du régime, l'évolution de la population, de l'environnement législatif futur, sauf indication contraire explicite. Ce rapport est destiné à SG Maroc uniquement et pour une utilisation telle que décrite ci-dessus exclusivement. Aon Hewitt n'accepte aucune responsabilité pour les conséquences découlant d'une utilisation autre que celle décrite dans ce rapport et par une tierce partie.

Aon Hewitt

Yohan Dagan

Consultant senior



Synthèse des études – IAS 19R

Executive Summary

Financial Year	New Financial Year*	Current Financial Year
Currency	2018 MAD x 1	2017 MAD x 1
Amounts at Year-End		
Funded Defined Benefit Obligation		0
Fair Value of Plan Assets		0
		0
Unfunded Defined Benefit Obligation		(163 487 041)
Net Defined Benefit Asset/(Liability)		(163 487 041)
Key Financial Assumptions		
Discount Rate at End of Year		3.37 %
Rate of Future Compensation Increases at End of Year		4.24 %
Rate of Pension Increases at End of Year		0.00 %
Components of Defined Benefit Cost		
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	14 826 753	12 581 785
Total Amount Recognised in Other Comprehensive Income (OCI)		10 775 256
Key Financial Assumptions		
Discount Rate at Beginning of Year	3.37 %	3.21 %
Rate of Future Compensation Increases at Beginning of Year	4.24 %	3.38 %
Rate of Pension Increases at Beginning of Year	0.00 %	0.00 %

Sur la base des données fournies par la société, sur lesquelles des statistiques ont été établies dans la section suivante et des hypothèses décrites en annexe 1, l'engagement brut s'élève au 31 décembre 2017 à 163 487 041 MAD.

La provision dans les comptes au 31 décembre 2017 à -163 487 041 MAD.

La charge attendue de l'exercice prochain est de 14 826 753 MAD.

Tests de sensibilités :

Sensitivities in:	DBO	SC
Discount rate -0.5%	5.7%	8.5%
Discount rate +0.5%	-5.3%	-7.6%
Inflation rate -0.5%	-5.2%	-7.6%
Inflation rate +0.5%	5.7%	8.4%
Salary increase rate +0.5%	5.7%	8.4%
Health care costs rate +1%	N/A	N/A

Statistiques sur le personnel

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. Les statistiques des pages suivantes sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement.

Census Data Used at End of Year

Financial Year	2017	2016
Effective Date of Census Data	31/12/2017	31/12/2016
Number of Participants		
Active	3 229	3 200
Vested Terminations	0	0
Retirees/Beneficiaries	0	0
Total	3 229	3 200
Active Participants		
Average Age	37.9	37.7
Average Participation Service	12.7	12.5
Total Pensionable Salaries	699 808 739	682 216 321
Total Account Balances		
Retirees/Beneficiaries		
Average Age	0	0
Total Benefits	0	0

Comptabilisation selon la norme IAS 19R

Les déroulés comptables ont été préparés pour l'entité SG Maroc et pour le plan Indemnités de fin de carrière selon la norme IAS 19R.

Détermination de la provision

Amount Recognised in Statement of Financial Position, End of Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Present Value of Funded Defined Benefit Obligation	0
Fair Value of Plan Assets	<u>0</u>
	0
Present Value of Unfunded Defined Benefit Obligation	(163 487 041)
Unrecognised Asset due to the Asset Ceiling	0
Adjustment in Respect of Minimum Funding Requirement (IFRIC 14)	<u>0</u>
Net Defined Benefit Asset/(Liability) Recognised	(163 487 041)

Rappel de la charge comptable

Analysis of Profit and Loss Charge/(Credit)

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Service Cost	8 040 988
Net Interest on the Net Defined Benefit Liability/(Asset)	4 540 797
Immediate Recognition of (Gain)/Loss Arising during Year	0
Administration Expenses	<u>0</u>
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	12 581 785

Détermination des écarts actuariels sur le DBO

Change in the Present Value of the Defined Benefit Obligation during Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Defined Benefit Obligation, Beginning of Year	145 419 939
Net Current Service Cost	8 040 988
Interest Cost on DBO	4 540 797
Employee Contributions	0
Net Benefits Paid	(8 270 000)
Actual Taxes Paid	0
(Gain)/Loss due to Experience	(2 326 587)
(Gain)/Loss due to Demographic Assumption Changes	0
(Gain)/Loss due to Financial Assumption Changes	13 101 843
Acquisitions	0
Divestitures	0
Special Termination Benefits	0
Past Service Costs	0
Settlements	0
Other Restructuring Events	<u>2 980 061</u>
Defined Benefit Obligation, End of Year	163 487 041

Détermination des écarts actuariels sur le fonds

Change in the Fair Value of Plan Assets during Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Fair Value of Plan Assets, Beginning of Year	0
Employer Contributions	8 270 000
Employee Contributions	0
Net Benefits Paid	(8 270 000)
Actual Administration Expenses Paid	0
Actual Taxes Paid	0
Interest Income on Plan Assets	0
Return on plan assets excluding amounts included in interest income	0
Acquisitions	0
Divestitures	0
One-off Employer Contributions to Finance any	
Special Termination Benefits	0
Settlements	0
Other Restructuring Events	<u>0</u>
Fair Value of Plan Assets, End of Year	0

Contributions de l'employeur

L'entité s'attend à contribuer 8 067 094 (MAD x 1).

Réconciliation de la provision

Reconciliation of Net Defined Benefit Asset/(Liability)

Financial Year	2017
<i>Currency :</i>	<i>MAD x 1</i>
Net Asset/(Liability) recognised, Beginning of Year	(145 419 939)
True-up	0
Total (Charge)/Credit Recognised in Profit and Loss	(12 581 785)
Total Remeasurements Recognised in Other Comprehensive Income/(Loss)	(10 775 256)
Acquisitions	0
Other Events	(2 980 061)
Employer Contributions	8 270 000
One-off Employer Contributions to Finance any Special Termination Benefits	0
Net Asset/(Liability) recognised, End of Year	(163 487 041)

Ecarts actuariels générés au cours de l'exercice

Analysis of Amounts Recognised in Other Comprehensive (Income)/Loss

Financial Year	2017
<i>Currency :</i>	<i>MAD x 1</i>
DBO (Gain)/Loss due to Changes in Demographic Assumptions	0
DBO (Gain)/Loss due to Changes in Financial Assumptions	13 101 843
DBO (Gain)/Loss due to Experience	(2 326 587)
(Return on plan assets excluding amounts included in interest income)	0
Allowance for True-up of Opening Balance Sheet	0
Change in Irrecoverable Surplus, Effect of Asset Ceiling	0
Adjustment in Respect of Minimum Funding Requirement (IFRIC 14)	0
Total Remeasurements Recognised in Other Comprehensive Income/(Loss)	10 775 256

Evènements spéciaux

L'objectif de cette Section est de décrire les événements exceptionnels survenus.

Aucun événement spécial ne nous a été indiqué en 2017.

Charge comptable 2018

Le tableau suivant présente la charge comptable prévisionnelle 2018 calculée à partir d'un taux d'actualisation de 3.37 %. Notez bien qu'elle ne prend pas en compte l'impact d'éventuelle réduction, liquidation ou modification de plan qui pourrait intervenir sur l'année. La charge finale 2018 pourra donc différer des résultats ci-dessous.

Components of Profit and Loss Charge/(Credit) for Next Financial Year

Financial Year	2018
<i>Currency :</i>	<i>MAD x 1</i>
Service Cost	9 453 170
Net Interest on the Net Defined Benefit Liability	5 373 583
Immediate Recognition of (Gain)/Loss Arising during Year	0
Administration Expenses	0
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	14 826 753
Supporting Information	
Expected Benefit Payments Paid from Plan for 2018	8 067 094
Expected Benefit Payments Paid Directly by the Company for 2018	0
Expected Administration Expenses 2018	0
Expected Taxes 2018	0
Expected Insurance Premiums for Risk Benefits 2018	0
Expected Employer Contributions for 2018	8 067 094
Expected Employee Contributions for 2018	0

Méthode de comptabilisation

L'objectif de cette section est de fournir à l'entreprise les éléments lui permettant de comptabiliser ses engagements :

- Le montant la provision comptable (Net liability/asset) au 31 décembre 2017 pris comme étant la dette actuarielle (Defined Benefit Obligation - DBO) diminuée des actifs de couverture (Plan Assets).
- La charge annuelle 2018 (Net expense/income) ou dotation aux provisions 2018.

Les résultats issus des évaluations actuarielles sont basés sur des hypothèses à long terme. Des écarts entre ces hypothèses et la réalité sont inévitables.

Les gains et pertes actuarielles sont reconnus dans l'année dans le compte Other Comprehensive Income (OCI).

Choix des hypothèses :

La norme IAS 19 explicite le choix des hypothèses actuarielles à retenir. Ces hypothèses doivent être objectives et mutuellement compatibles.

On distingue :

- les hypothèses démographiques : mortalité, turn-over, âge de départ en retraite, modalités de départ en retraite, etc.
- les hypothèses économiques : taux d'actualisation, taux d'inflation, taux d'augmentation des salaires, de retour sur actifs financiers, etc.

Les hypothèses retenues doivent être justifiables et objectives (i.e : ni d'une prudence excessive, ni trop risquées).

Elles doivent être compatibles entre elles, ainsi toutes les hypothèses qui dépendent du niveau d'inflation (actualisation, revalorisation des salaires...) doivent prendre en compte le même taux d'inflation sur la période.

Une des hypothèses majeures à retenir, le taux d'actualisation. Ce taux, servant à actualiser financièrement les engagements de l'entreprise, doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie. Dans les pays où ce type de marché n'est pas liquide, il faut alors prendre le taux (à la clôture) des obligations d'Etat. La monnaie et la durée des obligations d'entreprises ou des obligations d'Etat doivent être cohérentes avec la monnaie et la durée estimées des avantages concernés par l'étude.

Lors de la clôture 2015, les résultats d'une réflexion ont mené Société Générale à décider de ne plus rattacher le Maroc à la zone économique de la zone Euro. Le taux d'actualisation est désormais défini en référence aux rendements des bons du Trésor publiés par la banque Al Maghrib.

De même, l'inflation est désormais définie en référence aux prévisions économiques les plus récentes telles que publiées par le FMI.

Quant au taux d'augmentation future des salaires, il doit prendre en compte l'inflation, l'ancienneté et les éventuelles évolutions de carrière.

Méthode d'évaluation actuarielle :

La méthode utilisée dans les calculs est la Méthode des Unités de Crédit Projetées, avec prise en compte des salaires et ancienneté de fin de carrière, avec prorata sur l'ancienneté.

Annexe 1 : Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour déterminer l'engagement de la société sont les suivantes :

	2016	2017
Date d'évaluation	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Date des données (fichier du personnel)	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Taux d'inflation	1.30 %	2.00 %
Taux d'actualisation (*)	3.21 %	3.37 %
Progression future des salaires (*)	3.38 %	4.24 %
Tables de mortalité	TV-TD 88-90	TV-TD 88-90
Age de départ à la retraite	60 ans	60 ans
Conditions de départ	Départ volontaire	Départ volontaire
Charges sociales	10.25%	10.25%
Taux de turnover	Tables en fonction de l'âge et de la catégorie	Tables en fonction de l'âge et de la catégorie (voir ci-dessous)
Méthode actuarielle	Méthode des unités de crédit projetées avec salaire projeté et services proratés	Méthode des unités de crédit projetées avec salaire projeté et services proratés
Droits IFC	Plusieurs conventions collectives sont appliquées selon les sociétés du groupe	Plusieurs conventions collectives sont appliquées selon les sociétés du groupe

(*) inflation long terme comprise

Taux de Turnover

Âge	
	Toutes catégories
20	4.00%
21	4.00%
22	4.00%
23	4.00%
24	4.00%
25	4.00%
26	4.00%
27	4.00%
28	4.00%
29	4.00%
30	4.00%
31	4.00%
32	4.00%
33	4.00%
34	4.00%
35	4.00%
36	4.00%
37	4.00%
38	4.00%
39	4.00%
40	4.00%
41	4.00%
42	4.00%
43	4.00%
44	4.00%
45	4.00%
46	4.00%
47	4.00%
48	4.00%
49	4.00%
50	1.00%
51	1.00%
52	1.00%
53	1.00%
54	1.00%
55	1.00%
56	0.00%
57	0.00%
58	0.00%
59	0.00%
60 et plus	0.00%

Annexe 2 : Description des Plans

Description des droits

Il s'agit d'un régime d'indemnités de départ à la retraite offrant un capital au moment du départ à la retraite. Ce capital est fonction de l'ancienneté dans la société ou le Groupe au moment du départ à la retraite ainsi que du salaire et du barème défini par l'accord d'entreprise.

L'indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté au départ à la retraite et exprimée en nombre de mois de salaire comme suit :

Ancienneté inférieure à 20 ans: 0 mois

à 20 ans: 4 mois

à 25 ans: 5 mois

à 30 ans: 6 mois

à 35 ans: 7 mois


au-delà de 40: 8 mois

Pour tout départ à la retraite avec une ancienneté intermédiaire, l'indemnité de fin de carrière est payée au prorata d'années de service à la SGMA sur la différence de droit entre les paliers.

En cas de décès en cours d'activité, une indemnité est calculée au prorata de l'ancienneté.

Il s'agit de droits non acquis, c'est-à-dire que le salarié ne touchera cette indemnité que s'il part de la société au moment de sa retraite. En cas de départ avant la retraite aucune indemnité de retraite ne lui sera versée par la société SG Maroc.

Description des plans

		Consolidation IAS19 au 31 décembre 2017	
B. Description du régime			
Nom de l'entité :	SG Maroc	Code :	S0708
Nom du régime :	Retirement Indemnity Plan		
<i>Instructions : veuillez vérifier, compléter et mettre à jour.</i>			
			C2
			Morocco
			IBFS
			RET
B0. Validation par l'entité locale en concertation avec l'actuaire local			
Complété par :	BEN MOUSSA Zineb		Date : 11/10/2017
B1. Information générale			
Type de régime :	Indemnité de départ en retraite (avantage postérieur à l'emploi)		
Date d'effet :			
Source légale :	Décision formelle de la Direction Générale		
Documents justificatifs :	Instruction C-02-13		
Dernier avenant :			
		IAS19 Classification	
			
B2. Sous-sections ou provisions de transition			
Description:			
B3. Eligibilité et conditions d'acquisition de droits			
Participants	tous salariés, éligibilité immédiate		
Conditions de paiement normal :	60 ans		
Conditions de paiement anticipé :	départ volontaire possible à partir de 50 ans (femmes) 55 ans (hommes) ou en cas de décès		
Conditions de paiement différé :			
Acquisition de droits:	pas de droits acquis avant la retraite		
B4. Définitions clés			
Salaire couvert :	1/12 du salaire de l'année précédant la retraite		
Service crédité :	ancienneté groupe reconnue		
Autre :			

B5. Prestations payables	
Prestations normales:	<p>indemnité déterminée en fonction de l'ancienneté au départ à la retraite et exprimée en nombre de mois de salaire :</p> <p>Ancienneté inférieure à 20 ans: 0 mois</p> <p>à 20 ans: 4 mois</p> <p>à 25 ans: 5 mois</p> <p>à 30 ans: 6 mois</p> <p>à 35 ans: 7 mois</p> <p>au-delà de 40: 8 mois</p> <p>Pour tout départ avec une ancienneté intermédiaire, l'indemnité de fin de carrière est payée au prorata d'années de service à la SGMA sur la différence de droit entre les paliers.</p> <p>Exemple: un salarié partant en retraite avec 21 ans d'ancienneté reçoit 4,2 mois de salaire, soit 4 mois + 1/5 de la différence entre 4 et 5 mois qui correspond à la différence entre les montants IFC à 20 ans et 25 ans d'ancienneté.</p>
Prestations anticipées :	
Prestations différées :	
Forme de paiement:	
Réversion au conjoint :	
Indexation pendant les versements :	
Indexation pendant la période différée :	
B6. Prestations annexes	
Décès avant la retraite :	indemnité calculée sur le service au moment du décès
Décès pendant la période différée :	
Décès après la retraite :	
Invalidité :	
Autres :	aucune

B7. Financement	
Structure de financement :	
Rendement financier garanti :	
Contribution patronale :	
Contribution salariale :	
B8. Traitement fiscal et social	
Traitement fiscal et social sur :	
Prestations :	
Accumulation de droits :	
	10,25% jusqu'à 6000 dhs mensuels, 9,50% au-delà.
Cotisations patronales :	<p>Ces charges s'expliquent par:</p> <p>6,40% : prestations familiales calculé sur la masse salariale réelle</p> <p>1,50% : cotisation de solidarité pour l'AMO calculée sur la masse salariale réelle</p> <p>1,60% : Taxe de formation professionnelle calculée sur la masse salariale réelle</p> <p>1,05% : Prestations sociales à court terme calculée sur le salaire brut plafonné à 6000dhs mensuel (la tranche supérieure à 6000dhs n'est pas taxée).</p>
Cotisations salariales :	
Rendement financier :	
B9. Autres dispositions	
Item 1:	
Item 2:	

SG Maroc - Indemnités de fin de carrière

Contact Information



Yohan Dagan
Consultant senior
Aon Hewitt
Retraite & Investissement
+33 (0)1 47 83 13 30
yohan.dagan@aonhewitt.com

A propos d'Aon Hewitt

Leader mondial du conseil en management et administration des ressources humaines, Aon Hewitt aide les entreprises et les organisations à relever leurs défis les plus complexes en matière de capital humain et risques financiers associés.

Aon Hewitt accompagne les entreprises dans la définition, la mise en œuvre et la gestion de leurs stratégies de ressources humaines, de retraite, de gestion d'actifs, de santé, de prévoyance, de rémunération et de management des talents. Aon Hewitt assure à ses clients un niveau de service exceptionnel et dispose d'un réseau intégré de plus de 29 000 professionnels présents dans 90 pays.

Pour plus d'information sur Aon Hewitt : **www.aonhewitt.com**

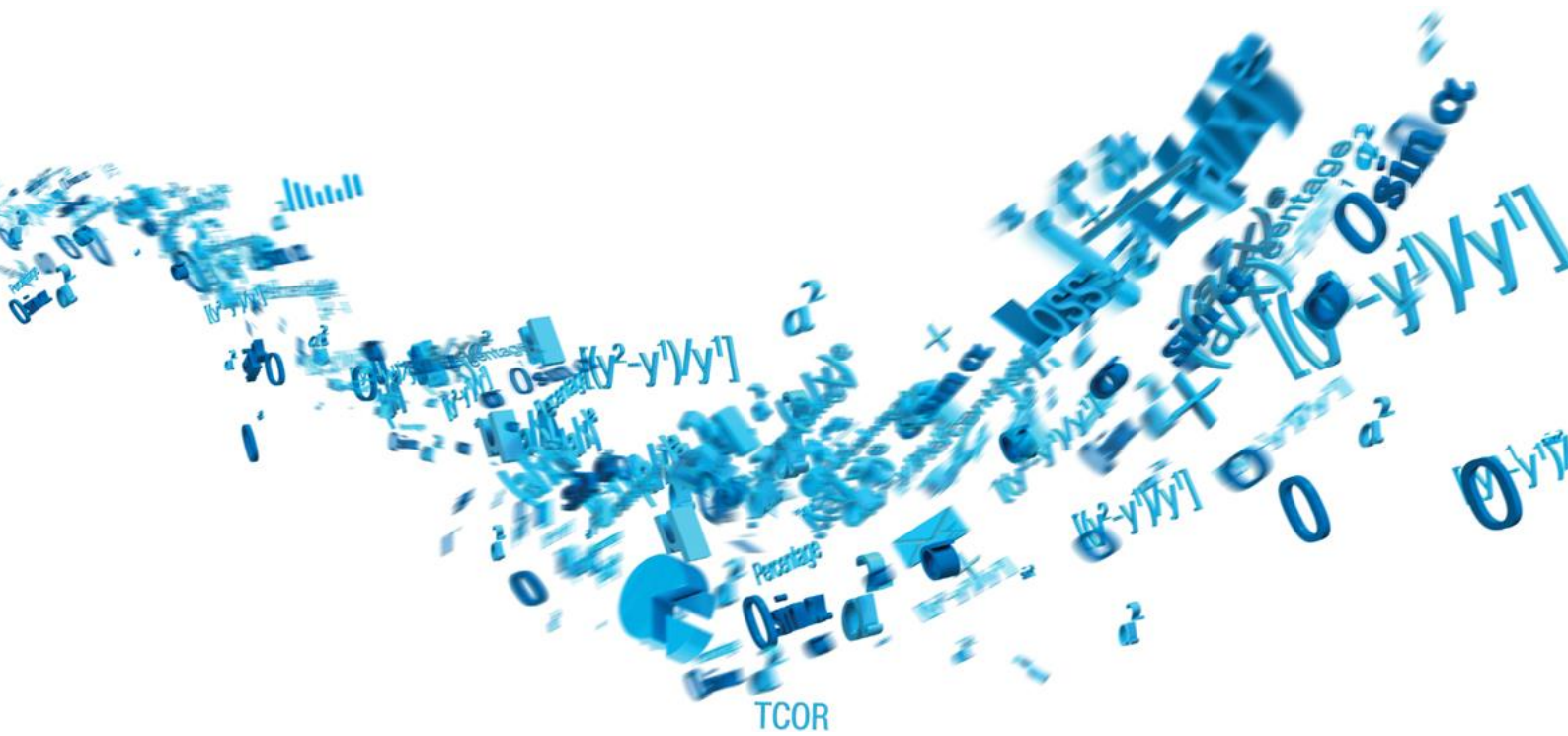
Suivez Aon France :   

Copyright® 2014 Aon Hewitt. Tous droits réservés

Aon Hewitt

Aon France : siège social | 31-35 rue de la Fédération | 75717 Paris Cedex 15 | t +33(0)1 47 83 10 10 | f +33(0)1 47 83 11 11 | aon.fr
N° ORIAS 07 001 560 | SAS au capital de 46 027 140 euros | 414 572 248 RCS Paris | N° de TVA intracommunautaire : FR 22 414 572 248

GARANTIE FINANCIERE ET ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE CONFORMES AUX ARTICLES L512-7 ET L512-6 DU CODE DES ASSURANCES



Rapport actuariel – IAS 19R

Comptes consolidés au 31 décembre 2017

Médailles du travail

SG Maroc - Février 2018

Table des matières

Introduction	3
Synthèse des études – IAS 19R	4
Statistiques sur le personnel	5
Comptabilisation selon la norme IAS 19R	6
Réconciliation de la provision	8
Evènements spéciaux	9
Charge comptable 2018	10
Méthode de comptabilisation	11
Annexe 1 : Hypothèses actuarielles	13
Annexe 2 : Description des Plans	15

Introduction

L'objet de ce rapport est de présenter la comptabilisation des engagements relatifs au plan Médailles du travail de l'entité SG Maroc au 31 décembre 2017. Ce rapport contient les informations bilanciellées requises par la norme IAS19 révisée 2011 pour la clôture 2017 ainsi qu'une estimation de la charge comptable pour l'année fiscale 2018.

Les évaluations actuarielles ont été effectuées en conformité avec les principes comptables de la norme IAS 19R sur 2017.

Afin d'évaluer l'engagement, nous avons utilisé d'une part les informations individuelles fournies par la société au 31 décembre 2017, d'autre part les hypothèses et les méthodes décrites dans la section 3 de ce rapport. De même, nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude des informations sur le descriptif du régime.

Concernant les informations individuelles, nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'exactitude de toutes les données ; nous avons toutefois validé la cohérence globale de ces données et avons interrogé l'entreprise pour obtenir des informations complémentaires. A l'issue de notre analyse et de nos échanges avec la société, cette dernière a confirmé la validité du fichier fourni.

Les hypothèses économiques et démographiques retenues pour les calculs actuariels telles que décrites en annexe 1 de ce rapport ont été déterminées par SG Maroc et le Groupe Société Générale. Ces hypothèses sont en conformité avec la norme IAS19.

Ce rapport est établi sur les instructions du Groupe Société Générale dans le cadre de la préparation de ses états comptables sous IAS19R en date du 31 décembre 2017. Il a été préparé sur la base des informations à dispositions à la date d'effet du rapport et ne tient pas compte notamment de l'évolution du régime, l'évolution de la population, de l'environnement législatif futur, sauf indication contraire explicite. Ce rapport est destiné à SG Maroc uniquement et pour une utilisation telle que décrite ci-dessus exclusivement. Aon Hewitt n'accepte aucune responsabilité pour les conséquences découlant d'une utilisation autre que celle décrite dans ce rapport et par une tierce partie.

Aon Hewitt

Yohan Dagan

Consultant senior



Synthèse des études – IAS 19R

Executive Summary

Financial Year	New Financial Year*	Current Financial Year
Currency	2018 MAD x 1	2017 MAD x 1
Amounts at Year-End		
Funded Defined Benefit Obligation		0
Fair Value of Plan Assets		0
		0
Unfunded Defined Benefit Obligation		(136 313 032)
Net Defined Benefit Asset/(Liability)		(136 313 032)
Key Financial Assumptions		
Discount Rate at End of Year		3.07 %
Rate of Future Compensation Increases at End of Year		4.24 %
Rate of Pension Increases at End of Year		0.00 %
Components of Defined Benefit Cost		
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	15 735 484	21 995 032
Total Amount Recognised in Other Comprehensive Income (OCI)		0
Key Financial Assumptions		
Discount Rate at Beginning of Year	3.07 %	3.02 %
Rate of Future Compensation Increases at Beginning of Year	4.24 %	3.38 %
Rate of Pension Increases at Beginning of Year	0.00 %	0.00 %

Sur la base des données fournies par la société, sur lesquelles des statistiques ont été établies dans la section suivante et des hypothèses décrites en annexe 1, l'engagement brut s'élève au 31 décembre 2017 à 136 313 032 MAD.

La provision dans les comptes au 31 décembre 2017 à -136 313 032 MAD.

La charge attendue de l'exercice prochain est de 15 735 484 MAD.

Tests de sensibilités :

Sensitivities in:	DBO	SC
Discount rate -0.5%	4.4%	5.9%
Discount rate +0.5%	-4.1%	-5.5%
Inflation rate -0.5%	-4.1%	-5.5%
Inflation rate +0.5%	4.3%	5.9%
Salary increase rate +0.5%	4.3%	5.9%
Health care costs rate +1%	N/A	N/A

Statistiques sur le personnel

Le calcul de l'engagement est effectué sur les données fournies par la société. Les statistiques des pages suivantes sont établies pour l'ensemble des salariés inclus dans le calcul de l'engagement.

Census Data Used at End of Year

Financial Year	2017	2016
Effective Date of Census Data	31/12/2017	31/12/2016
Number of Participants		
Active	3 229	3 200
Vested Terminations	0	0
Retirees/Beneficiaries	0	0
Total	3 229	3 200
Active Participants		
Average Age	37.9	37.7
Average Participation Service	12.7	12.5
Total Pensionable Salaries	699 808 739	682 216 321
Total Account Balances		
Retirees/Beneficiaries		
Average Age	0	0
Total Benefits	0	0

Comptabilisation selon la norme IAS 19R

Les déroulés comptables ont été préparés pour l'entité SG Maroc et pour le plan Médailles du travail selon la norme IAS 19R.

Détermination de la provision

Amount Recognised in Statement of Financial Position, End of Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Present Value of Funded Defined Benefit Obligation	0
Fair Value of Plan Assets	<u>0</u>
	0
Present Value of Unfunded Defined Benefit Obligation	(136 313 032)
Unrecognised Asset due to the Asset Ceiling	0
Adjustment in Respect of Minimum Funding Requirement (IFRIC 14)	<u>0</u>
Net Defined Benefit Asset/(Liability) Recognised	(136 313 032)

Rappel de la charge comptable

Analysis of Profit and Loss Charge/(Credit)

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Service Cost	10 191 821
Net Interest on the Net Defined Benefit Liability/(Asset)	3 511 580
Immediate Recognition of (Gain)/Loss Arising during Year	8 291 631
Administration Expenses	<u>0</u>
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	21 995 032

Détermination des écarts actuariels sur le DBO

Change in the Present Value of the Defined Benefit Obligation during Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Defined Benefit Obligation, Beginning of Year	119 940 809
Net Current Service Cost	10 191 821
Interest Cost on DBO	3 511 580
Employee Contributions	0
Net Benefits Paid	(6 574 000)
Actual Taxes Paid	0
(Gain)/Loss due to Experience	(588 541)
(Gain)/Loss due to Demographic Assumption Changes	0
(Gain)/Loss due to Financial Assumption Changes	8 880 172
Acquisitions	0
Divestitures	0
Special Termination Benefits	0
Past Service Costs	0
Settlements	0
Other Restructuring Events	951 191
Defined Benefit Obligation, End of Year	136 313 032

Détermination des écarts actuariels sur le fonds

Change in the Fair Value of Plan Assets during Year

Financial Year	2017
Currency :	MAD x 1
Fair Value of Plan Assets, Beginning of Year	0
Employer Contributions	6 574 000
Employee Contributions	0
Net Benefits Paid	(6 574 000)
Actual Administration Expenses Paid	0
Actual Taxes Paid	0
Interest Income on Plan Assets	0
Return on plan assets excluding amounts included in interest income	0
Acquisitions	0
Divestitures	0
One-off Employer Contributions to Finance any	0
Special Termination Benefits	0
Settlements	0
Other Restructuring Events	0
Fair Value of Plan Assets, End of Year	0

Contributions de l'employeur

L'entité s'attend à contribuer 8 958 962 (MAD x 1).

Réconciliation de la provision

Reconciliation of Net Defined Benefit Asset/(Liability)

Financial Year	2017
<i>Currency :</i>	<i>MAD x 1</i>
Net Asset/(Liability) recognised, Beginning of Year	(119 940 809)
True-up	0
Total (Charge)/Credit Recognised in Profit and Loss	(21 995 032)
Total Remeasurements Recognised in Other Comprehensive Income/(Loss)	0
Acquisitions	0
Other Events	(951 191)
Employer Contributions	6 574 000
One-off Employer Contributions to Finance any Special Termination Benefits	0
Net Asset/(Liability) recognised, End of Year	(136 313 032)

Evènements spéciaux

L'objectif de cette Section est de décrire les événements exceptionnels survenus.

Aucun événement spécial ne nous a été signalé en 2017.

Charge comptable 2018

Le tableau suivant présente la charge comptable prévisionnelle 2018 calculée à partir d'un taux d'actualisation de 3.07 %. Notez bien qu'elle ne prend pas en compte l'impact d'éventuelle réduction, liquidation ou modification de plan qui pourrait intervenir sur l'année. La charge finale 2018 pourra donc différer des résultats ci-dessous.

Components of Profit and Loss Charge/(Credit) for Next Financial Year

Financial Year	2018
<i>Currency :</i>	<i>MAD x 1</i>
Service Cost	11 688 194
Net Interest on the Net Defined Benefit Liability	4 047 290
Immediate Recognition of (Gain)/Loss Arising during Year	0
Administration Expenses	0
Total Charge/(Credit) Recognised in Profit and Loss	15 735 484
Supporting Information	
Expected Benefit Payments Paid from Plan for 2018	8 958 962
Expected Benefit Payments Paid Directly by the Company for 2018	0
Expected Administration Expenses 2018	0
Expected Taxes 2018	0
Expected Insurance Premiums for Risk Benefits 2018	0
Expected Employer Contributions for 2018	8 958 962
Expected Employee Contributions for 2018	0

Méthode de comptabilisation

L'objectif de cette section est de fournir à l'entreprise les éléments lui permettant de comptabiliser ses engagements :

- Le montant la provision comptable (Net liability/asset) au 31 décembre 2017 pris comme étant la dette actuarielle (Defined Benefit Obligation - DBO) diminuée des actifs de couverture (Plan Assets).
- La charge annuelle 2018 (Net expense/income) ou dotation aux provisions 2018.

Les résultats issus des évaluations actuarielles sont basés sur des hypothèses à long terme. Des écarts entre ces hypothèses et la réalité sont inévitables.

Les gains et pertes actuarielles sont reconnus dans l'année dans le compte de résultat.

Choix des hypothèses :

La norme IAS 19 explicite le choix des hypothèses actuarielles à retenir. Ces hypothèses doivent être objectives et mutuellement compatibles.

On distingue :

- les hypothèses démographiques : mortalité, turn-over, âge de départ en retraite, modalités de départ en retraite, etc.
- les hypothèses économiques : taux d'actualisation, taux d'inflation, taux d'augmentation des salaires, de retour sur actifs financiers, etc.

Les hypothèses retenues doivent être justifiables et objectives (i.e : ni d'une prudence excessive, ni trop risquées).

Elles doivent être compatibles entre elles, ainsi toutes les hypothèses qui dépendent du niveau d'inflation (actualisation, revalorisation des salaires...) doivent prendre en compte le même taux d'inflation sur la période.

Une des hypothèses majeures à retenir, le taux d'actualisation. Ce taux, servant à actualiser financièrement les engagements de l'entreprise, doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie. Dans les pays où ce type de marché n'est pas liquide, il faut alors prendre le taux (à la clôture) des obligations d'Etat. La monnaie et la durée des obligations d'entreprises ou des obligations d'Etat doivent être cohérentes avec la monnaie et la durée estimées des avantages concernés par l'étude.

Lors de la clôture 2015, les résultats d'une réflexion ont mené Société Générale à décider de ne plus rattacher le Maroc à la zone économique de la zone Euro. Le taux d'actualisation est désormais défini en référence aux rendements des bons du Trésor publiés par la banque Al Maghrib.

De même, l'inflation est désormais définie en référence aux prévisions économiques les plus récentes telles que publiées par le FMI.

Quant au taux d'augmentation future des salaires, il doit prendre en compte l'inflation, l'ancienneté et les éventuelles évolutions de carrière.

Méthode d'évaluation actuarielle :

La méthode utilisée dans les calculs est la Méthode des Unités de Crédit Projetées, avec prise en compte des salaires et ancienneté de fin de carrière, avec prorata sur l'ancienneté.

Annexe 1 : Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour déterminer l'engagement de la société sont les suivantes :

	2016	2017
Date d'évaluation	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Date des données (fichier du personnel)	31 décembre 2016	31 décembre 2017
Taux d'inflation	1.30 %	2.00 %
Taux d'actualisation (*)	3.02 %	3.07 %
Progression future des salaires (*)	3.38 %	4.24 %
Tables de mortalité	N/A	N/A
Age de départ à la retraite	60 ans	60 ans
Conditions de départ	Départ volontaire	Départ volontaire
Charges sociales	10.25%	10.25%
Taux de turnover	Tables en fonction de l'âge et de la catégorie (voir ci-dessous)	Tables en fonction de l'âge et de la catégorie (voir ci-dessous)
Méthode actuarielle	Méthode des unités de crédit projetées avec salaire projeté et services proratés	Méthode des unités de crédit projetées avec salaire projeté et services proratés

(*) inflation long terme comprise

Taux de Turnover

Âge	
	Toutes catégories
20	4.00%
21	4.00%
22	4.00%
23	4.00%
24	4.00%
25	4.00%
26	4.00%
27	4.00%
28	4.00%
29	4.00%
30	4.00%
31	4.00%
32	4.00%
33	4.00%
34	4.00%
35	4.00%
36	4.00%
37	4.00%
38	4.00%
39	4.00%
40	4.00%
41	4.00%
42	4.00%
43	4.00%
44	4.00%
45	4.00%
46	4.00%
47	4.00%
48	4.00%
49	4.00%
50	1.00%
51	1.00%
52	1.00%
53	1.00%
54	1.00%
55	1.00%
56	0.00%
57	0.00%
58	0.00%
59	0.00%
60 et plus	0.00%

Annexe 2 : Description des Plans

Description des droits

A l'occasion des 15, 20, 25, 30 ans d'ancienneté Groupe le salarié se voit offrir une médaille équivalente à 1, 1.5, 2 et 3 mois de salaire.


La mensualité de référence correspond à 1/12ème de mois du salaire de référence.

En cas de départ à la retraite ou décès entre 15 et 30 ans d'ancienneté, un prorata est appliqué à la médaille offerte.

Ces médailles sont soumises à charges sociales.

Tous les salariés sont éligibles immédiatement jusqu'à la retraite.

Description des plans

	Consolidation IAS19 au 31 décembre 2017		<div>C2</div> <div>Morocco</div> <div>IBFS</div> <div>ALT</div>												
	B. Description du régime														
	Nom de l'entité : SG Maroc	Code : S0708													
	Nom du régime : Jubilee Plan <i>Instructions : veuillez vérifier, compléter et mettre à jour.</i>														
B0. Validation par l'entité locale en concertation avec l'actuaire local															
Complété par : BEN MOUSSA Zineb		Date : 11/10/2017													
B1. Information générale															
Type de régime : Médaille du travail (avantage à long terme)	<div> IAS19 Classification <table border="1"> <tr> <td>Short Term</td> <td>Post Employment</td> <td>Long Term</td> <td>Termination</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Retirement</td> <td>Other</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Defined Contribution</td> <td>Defined Benefit</td> <td></td> </tr> </table> </div>			Short Term	Post Employment	Long Term	Termination		Retirement	Other			Defined Contribution	Defined Benefit	
Short Term	Post Employment	Long Term	Termination												
	Retirement	Other													
	Defined Contribution	Defined Benefit													
Date d'effet :															
Source légale : Décision formelle de la Direction Générale															
Documents justificatifs : Instruction C-02-14															
Dernier avenant :															
B2. Sous-sections ou provisions de transition															
Description:															
B3. Eligibilité et conditions d'acquisition de droits															
Participants :	tous salariés sont éligibles immédiatement jusqu'à la retraite.														
Conditions de paiement normal :	être salarié actif et justifier des années de services requis (15, 20, 25 et 30 ans).														
Conditions de paiement anticipé :	départ en retraite et décès si le salarié n'a pas encore atteint 30 ans de service.														
Conditions de paiement différé :															
Acquisition de droits:	acquisition de droit à partir de la 15ième année														
B4. Définitions clés															
Salaire couvert :	1/12 du salaire de l'année précédant le paiement														
Service crédité :	ancienneté groupe reconnue														
Autre :															

B5. Prestations payables

Prestations normales :	% du salaire en fonction de l'ancienneté atteinte :	
Prestations anticipées :	Paiement proraté. Ex: un salarié avec 17 ans d'ancienneté touchera 1 mois de salaire + un prorata de 2/5 de la différence entre 1 mois et 1,5 mois qui correspond à la différence entre les montants de médailles à 15 ans et 20 ans.	
Prestations différées :		
Forme de paiement :	Capital	
Réversion au conjoint :		
Indexation pendant les versements :		
Indexation pendant la période différée :		
	Ancienneté de service	Prime Médaille de travail en mois de salaire brut
	15	1 mois
	20	1.5 mois
	25	2 mois
	30	3 mois

B6. Prestations annexes

Décès avant la retraite :	aucune
Décès pendant la période différée :	aucune
Décès après la retraite :	aucune
Invalidité :	aucune
Autres :	aucune

B7. Financement

Structure de financement :	
Rendement financier garanti :	
Contribution patronale :	
Contribution salariale :	

B8. Traitement fiscal et social

Traitement fiscal et social sur :	
Prestations :	
Accumulation de droits :	
Cotisations patronales :	6,40% : prestations familiales calculées sur la masse salariale réelle, 1,50% : cotisation de solidarité pour l'AMO calculée sur la masse salariale réelle, 1,60% : taxe de formation professionnelle calculée sur la masse salariale réelle, 1,05% : prestations sociales à court terme calculées sur le salaire brut plafonné à 6000dhs mensuels (la tranche supérieure à 6000dhs n'est pas taxée).
Cotisations salariales :	
Rendement financier :	

Disclosure date	31/12/2017
Entity	SG Maroc
Country	Morocco
Pole	IBFS
Sub pole	Retail Banking
Consolidation code	S0708

Name of plan	Jubilee Plan
Type of valuation	FV
Group covered	All employees
Local currency	MAD (000)

1 unit of local currency at Beg. of Year = 0.093806 EUR
 1 unit of local currency at End of Year = 0.089236 EUR
 Type of plan (see code below): ALT
 Codes: RET = Retirement, APE = Other Post-Employment, ALF = Other Long Term, RCT = Termination

Economic Assumptions	31/12/2016	31/12/2017
Discount rate	3.02%	3.07%
Long term inflation	1.30%	2.00%
Long term salary increase (1)	2.08%	2.24%
Pension indexation (1)	N/A	N/A
Deferred pension indexation (1)	N/A	N/A
Social security ceiling inflation rate (1)	N/A	N/A
Health care costs trend rate (1)	N/A	N/A
Employer social charges	10.25%	10.25%
Jubilee benefit payment increase rate	N/A	N/A
Other 1 - Description	N/A	N/A
Other 2 - Description	N/A	N/A
(1): Assumptions net of inflation		

Demographic Assumptions	31/12/2016	31/12/2017
Table 2015	N/A	N/A
Table 2016	N/A	N/A
Withdrawal Decrements	N/A	N/A
Disability Decrements	N/A	N/A
Retirement Decrements	N/A	N/A
In-Service Mortality Male	N/A	N/A
Retiree Mortality Female	N/A	N/A
Retiree Mortality Male	N/A	N/A
Disabled Mortality Female	N/A	N/A
Disabled Mortality Male	N/A	N/A
Proportion Married	N/A	N/A
Normal Retirement Age	60	60
Other 1 - Description	N/A	N/A
Other 2 - Description	N/A	N/A

Asset ceiling	31/12/2016	31/12/2017
Average Future Working Lifetime:	11.6	11.4
Duration of the plan:	8.5	8.5
Sensitivities in:	SC	Exp. N+1
Discount rate -0.5%	5.9%	0.8%
Discount rate +0.5%	-5.5%	-0.8%
Inflation rate -0.5%	-5.5%	-5.1%
Inflation rate +0.5%	5.9%	5.5%
Salary increase rate -0.5%	5.9%	5.5%
Salary increase rate +0.5%	5.9%	5.5%
Health care costs rate +1%	N/A	N/A

Split of DBO and PVFB by beneficiaries	DBO	PVFB
Actives	136 313	269 322
Terminated Vested	-	-
Retirees	-	-
Total	136 313	269 322

Participant Information	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Comments
 Reserve of remeasurement that will not be reclassified in net income (#P55601)

Opening position as of 01/01/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 01/01/2017 (on consolidation book)	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					
31/12/2016	3 200	37.7	12.5	213.2					
31/12/2015	3 187	37.3	12.3	204.7					

Actual as of 31/12/2017	Actives			Deferred			Retirees		
	Count	Avg Age	Avg Service	Avg Pay	Count	Avg Age	Count	Avg Age	Avg Benefit
31/12/2017	3 228	37.9	12.7	216.7					

Contact Information




Yohan Dagan
Consultant senior
Aon Hewitt
Retraite & Investissement
+33 (0)1 47 83 13 30
yohan.dagan@aonhewitt.com

A propos d'Aon Hewitt

Leader mondial du conseil en management et administration des ressources humaines, Aon Hewitt aide les entreprises et les organisations à relever leurs défis les plus complexes en matière de capital humain et risques financiers associés.

Aon Hewitt accompagne les entreprises dans la définition, la mise en œuvre et la gestion de leurs stratégies de ressources humaines, de retraite, de gestion d'actifs, de santé, de prévoyance, de rémunération et de management des talents. Aon Hewitt assure à ses clients un niveau de service exceptionnel et dispose d'un réseau intégré de plus de 29 000 professionnels présents dans 90 pays.

Pour plus d'information sur Aon Hewitt : **www.aonhewitt.com**

Suivez Aon France :   

Copyright® 2014 Aon Hewitt. Tous droits réservés

Aon Hewitt

Aon France : siège social | 31-35 rue de la Fédération | 75717 Paris Cedex 15 | t +33(0)1 47 83 10 10 | f +33(0)1 47 83 11 11 | aon.fr
N° ORIAS 07 001 560 | SAS au capital de 46 027 140 euros | 414 572 248 RCS Paris | N° de TVA intracommunautaire : FR 22 414 572 248

GARANTIE FINANCIERE ET ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE CONFORMES AUX ARTICLES L512-7 ET L512-6 DU CODE DES ASSURANCES